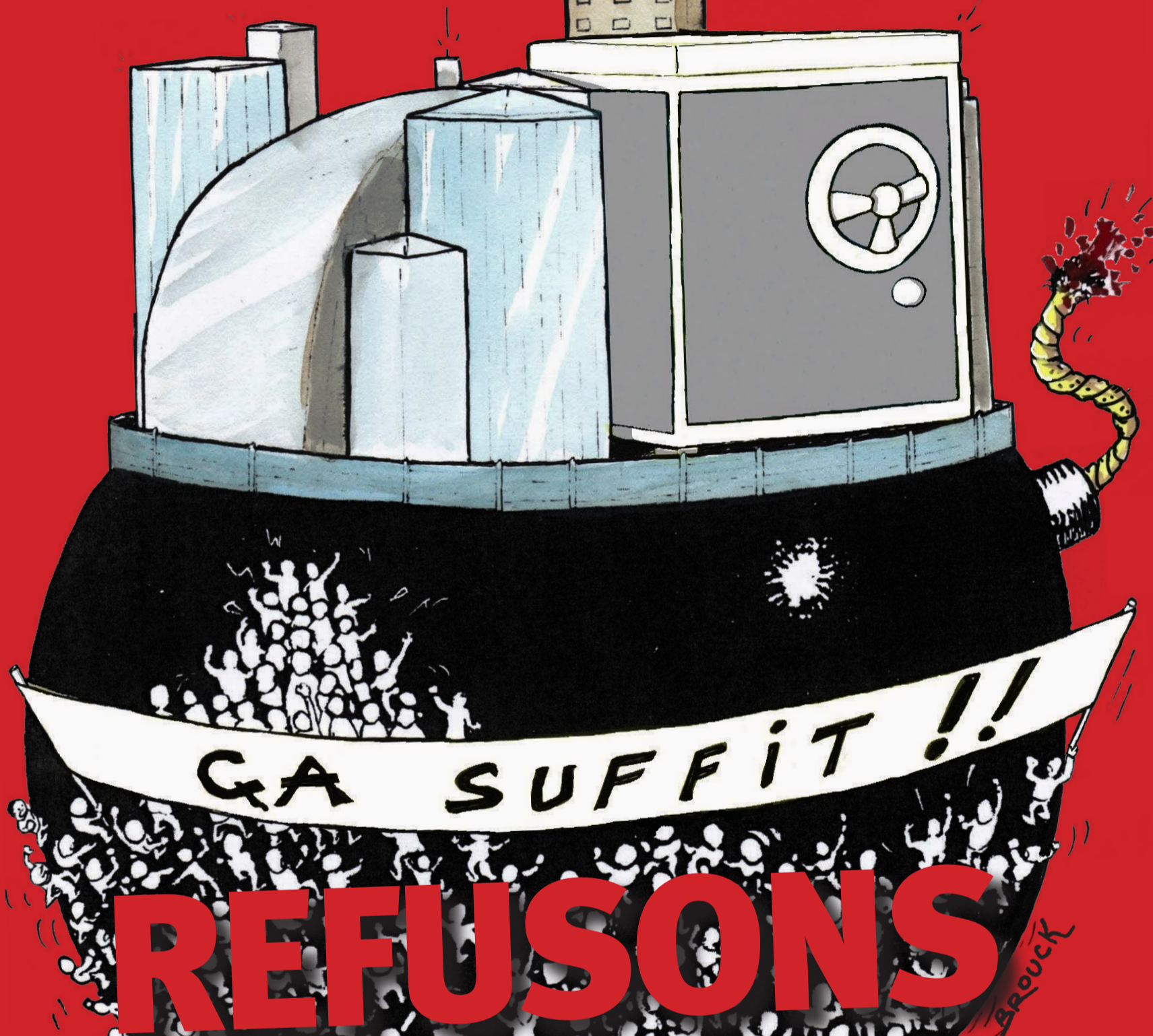


l'Anticapitaliste

n°392 | 13 juillet 2017 — 1,20 €

hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

GUERRES, MISÈRE ET CRISE CLIMATIQUE



REFUSONS **LE MONDE DE TRUMP,** **POUTINE ET MACRON**

Dossier

**RUSSIE JUILLET 1917:
LE TOURNANT DE LA
RÉVOLUTION** Pages 6 et 7

ÉDITO

**Mossoul libérée...
mais à quel prix?**
Page 2

PREMIER PLAN

**Turquie: la longue
marche pour la justice**
Page 2



ACTU POLITIQUE

**MigrantEs: Paris 18°,
34° rafle en deux ans!**
Page 4

LIBRE EXPRESSION

**Maroc: entretien avec Abou Ali Bel
Mezzian sur la situation dans le Rif**
Page 12



Par JACQUES BABEL

Mossoul libérée... mais à quel prix ?

Comme nous aimerions pouvoir simplement nous réjouir de voir la « capitale de l'État islamique » libérée de l'emprise d'une oppression fanatique que ses habitantEs et ceux de sa région ont dû subir pendant trois ans ! Mais les images d'un centre-ville totalement détruit avec ses milliers de mortEs civils, les centaines de milliers d'habitantEs qui ont fui, restant presque sans aide et désespérés, victimes tout à la fois de EI/Daesh, des bombardements incessants, des exactions de l'armée ou des milices, nous invitent à la retenue, surtout avec la mémoire des épisodes précédents.

Il a fallu une offensive de neuf mois, 300 000 militaires irakiens et une aide aérienne massive de la coalition dirigée par la superpuissance étatsunienne, pour venir à bout des 5 000 à 6 000 combattants de l'EI répertoriés par le commandant des Forces spéciales irakiennes, le général Talib Chaghatai. La réalité, c'est que, depuis des années, le peuple irakien dans toutes ses composantes n'a pas eu le droit de se libérer par sa propre activité émancipatrice, mais voit toujours son destin lui échapper, ballotté par la guerre, par les intérêts des puissances mondiales et régionales et ceux des dirigeants irakiens corrompus. Ce sont ces puissances, leur aventurisme, leur concurrence économique et idéologique, et leur volonté commune d'écraser toute idée progressiste, qui ont permis le développement du monstre EI, la prise sidérante de Mossoul en 2014... et qui hélas permettront à de telles hydres de se reconstituer.

L'issue de l'offensive militaire contre l'EI à Mossoul était sans suspense si ce n'est le nombre de victimes, comme celle en cours à Raqqa. Ses adeptes se réorganisent cependant *a minima* et continueront de faire de nombreuses victimes. Et eux ou leurs successeurs vont trouver largement du carburant pour un nouveau développement dans la misère économique et les injustices générées par le système socio-économique dominant, dans les oppressions permanentes et vagues de répression féroces que font subir à leurs populations tous les États de la région. Plus que jamais, la solidarité internationale de peuple à peuple est nécessaire pour recréer de l'espoir !

BIEN DIT

Les jeux Olympiques ont toutes les caractéristiques d'un grand projet inutile et imposé : ruineux, promu à coups d'anabolistes médiatiques, ils sont aussi anti-écologiques en plus d'avoir été décidés de manière antidémocratique.

FRÉDÉRIC VIALE (Pour le Collectif Non aux JO 2024 à Paris), *leMonde.fr*, 10 juillet 2017

À la Une

Guerres, misère et crise climatique Refusons le monde de Trump, Poutine et Macron

Macron a décidé de faire de Trump la vedette de ce 14 juillet en prenant prétexte du centenaire de l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne en 1917. Étonnante perversion, de la part de celui qui se dit européen convaincu et se prétend moderne, que de célébrer ainsi la Première Guerre mondiale.

Cette guerre fut un carnage pour le partage du monde où furent sacrifiés des millions d'hommes pour les intérêts des États capitalistes, de leurs bourgeoisies nationales et des marchands de canons, les Krupp et Wendel. Les USA sont alors intervenus dans cette barbarie impérialiste pour y défendre leur propres intérêts, étape dans leur conquête du leadership mondial. Leur domination sans partage a été établie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale au nom de la défense de la démocratie, là encore au prix de millions de morts et d'énormes sacrifices imposés aux populations. Victoire couronnée par les bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki.

Maintenir le... désordre mondial

Les peuples coloniaux ont depuis brisé leurs chaînes et conquis leur indépendance sans que la volonté et la possibilité d'en finir avec la domination des classes capitalistes portées notamment par la révolution russe de 1917 triomphent. Aujourd'hui le capitalisme mondialisé, les multinationales et la finance dominent la planète entière. Le leadership des USA est battu en brèche par l'émergence de nouvelles puissances capitalistes comme la Chine. La libre concurrence globalisée et les rivalités entre grandes puissances, ou entre elles et des puissances régionales, engendrent une instabilité sans précédent, les guerres, la tragédie des migrantEs, un accroissement inimaginable des inégalités, une crise climatique qui menace la planète entière.



C'est dans ce contexte que, le week-end dernier, s'est tenu à Hambourg, transformée en forteresse survolée par une nuée d'hélicoptères, quadrillée par les forces policières, le sommet des vingt principales puissances capitalistes. Toute la semaine a été marquée par les violences policières, à l'image du désordre mondial que celles-ci font régner contre les travailleurEs et les peuples.

Guerres commerciales et militaires

Les vingt plus grandes puissances mondiales sont confrontées au chaos qu'elles ont elles-mêmes produit à travers le développement des multinationales, la concentration

du pouvoir économique à l'échelle internationale en un nombre de mains de plus en plus réduit. Leur concurrence acharnée, la course à la rentabilité financière, à la baisse du coût du travail ou au contrôle des sources d'énergies et des matières premières aboutissent à des tensions exacerbées, une guerre permanente au nom de la préétendue lutte contre le terrorisme, une montée des égoïsmes nationaux et du protectionnisme dont Trump est le symbole, un développement des forces réactionnaires d'extrême droite ou des intégrismes religieux. Dans ce chaos mondialisé, le G20 n'est qu'un théâtre d'ombres destiné à laisser croire que les maîtres du

monde auraient des réponses aux maux dont ils sont la cause. Mais qui peut accorder le moindre crédit aux poignées de main, accolades et sourires de circonstance entre les Trump, Poutine, Xi Jinping et autres Erdogan ?

Une crise écologique sans réponse

« Nous prenons note de la décision des États-Unis d'Amérique de se retirer de l'accord de Paris », dit ainsi la déclaration finale du G20, pour la plus grande satisfaction de Trump. Là encore, c'est l'impuissance qui est affichée, sans qu'aucun des pays engagés dans l'accord de Paris n'ait ni la volonté ni la possibilité de lutter réellement contre le réchauffement climatique puisque tous défendent « leurs » capitalistes.

Alors que les pays du G20 représentent à eux seuls environ 80% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, l'ONG Oil Change International a établi que les mêmes ont alloué, entre 2013 et 2015, plus de 215 milliards de dollars (190 milliards d'euros) aux secteurs du charbon, du gaz et du pétrole – un montant quatre fois supérieur aux subventions consenties aux énergies renouvelables.

La menace d'une crise financière

Comme si cela ne suffisait pas, un rapport du FMI publié juste avant le G20 met en garde contre les « risques négatifs » pour l'économie globale que peuvent représenter « l'incertitude sur les politiques dans les économies avancées, les vulnérabilités du secteur financier [...] Si on n'agit pas, cet ensemble de préoccupations pourrait constituer une recette pour une crise financière brutale ». La folie de la course au profit qui accumule sans cesse plus de richesses du côté d'une minorité au détriment de l'immense majorité de la population conduit la société à la banqueroute et à une crise globale dont les plus pauvres paieront le prix le plus lourd. L'hypocrisie des maîtres du monde et les conséquences dramatiques de leurs politiques mettent à l'ordre du jour une nouvelle révolution, bien plus profonde que celle de 1789 ou d'octobre 1917 pour chasser du pouvoir l'aristocratie financière qui parasite et ruine la société à l'échelle internationale.

Yvan Lemaître

TURQUIE

La longue marche pour la justice

« La justice est le pain du peuple... / Aussi indispensable que le pain quotidien / Et comme le pain de tous les jours / le pain de la justice c'est le peuple qui doit le cuire. » (Bertold Brecht dans « Le Pain du peuple »)

Le 15 juin dernier, le premier parti d'opposition turc, le CHP (nationaliste et social-démocrate), a entamé une marche de 450 km d'Ankara à Istanbul après l'incarcération de l'un de ses députés, Enis Berberoglu.

L'immunité levée

Ce député du CHP a été condamné à 25 ans de prison pour « divulgation de secrets d'État » et « espionnage » : il aurait fourni à la presse des photos datant de 2014 montrant des camions d'armes affrétés par les services secrets turcs à destination de la Syrie. On ne sait toujours pas à quel groupe ces livraisons étaient destinées (l'État islamique ou d'autres groupes djihadistes, les avis divergent).

Le siège du journal qui a publié l'article et les photos a été perquisitionné par la police. Son rédacteur en chef a d'abord été arrêté puis a été visé par des tirs, il est aujourd'hui réfugié en Allemagne. Berberoglu, qui était également journaliste avant d'être élu député, serait celui qui aurait envoyé ces photos au journal. Normalement,

les parlementaires bénéficient d'une immunité en Turquie mais, ironie de l'histoire, le CHP a approuvé en avril 2016 la proposition de loi de l'AKP – le parti d'Erdogan – de lever l'immunité parlementaire des députés dans le but de poursuivre les députés pro-kurdes du HDP. Et à l'époque, le président du CHP, Kemal Kiliçdaroglu, déclarait : « Cela va à l'encontre de la Constitution, mais nous voterons oui quand même. » Kiliçdaroglu pensait sans doute que seuls les députés du HDP seraient ciblés... mais, peu après, c'était au tour de ses propres députés de l'être !

Un nouvel espoir

Cette longue marche appelée « la Marche pour la justice » a duré 25 jours et l'intérêt et l'enthousiasme

populaires qu'elle a suscités ont dépassé les attentes de Kemal Kiliçdaroglu lui-même.

À gauche, cette initiative a d'abord été accueillie avec scepticisme, un scepticisme justifié en raison de l'attitude passée de ce parti, de son soutien à la levée de l'immunité des députés du HDP ou de son retrait des manifestations après le référendum du 16 avril. Mais quelques jours seulement après le début de la marche, la majorité des groupes de gauche ont surmonté leurs réticences et rejoint le mouvement et la manifestation finale qui a eu lieu ce dimanche 9 juillet.

De plus, les députés du HDP ont rejoint la longue marche et manifesté aux côtés de Kiliçdaroglu, le HDP décidant en tant que parti de se joindre à la manifestation finale.

Certains médias affirment qu'il y avait 1,5 million de manifestantEs, tandis que d'autres évoquent seulement 180 000

Un monde à changer

PRÉCARITÉ: LA DOUBLE PEINE DES FEMMES. Vendredi 7 juillet a été publié un rapport du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEFH): «*Santé et accès aux soins: une urgence pour les femmes en situation de précarité*». La situation des femmes précaires est jugée très alarmante tant sur les troubles anxieux (détresse psychologique, épisodes dépressifs) que sur le suivi cancérogène et gynécologique («*plus une femme est pauvre, moins elle participe aux dépistages*»). Les inégalités marquent aussi les statistiques sur l'exposition aux attitudes sexistes et aux violences conjugales. Les femmes représentent 64% des personnes ayant reporté ou renoncé à des soins au cours des 12 derniers mois... Pour ce qui est des femmes en emploi, le rapport rappelle que «*les femmes constituent aujourd'hui la majorité des personnes en situation de précarité*»: ainsi, elles représentent 70% des travailleurEs pauvres et occupent 82% des emplois à temps partiel. «*Depuis quinze ans, les maladies professionnelles, les accidents de travail et de trajet sont en forte augmentation chez les femmes, en particulier dans des secteurs à*

forte précarité». Entre 2000 et 2015, les maladies professionnelles reconnues ont enregistré une hausse de 155% chez les femmes. Les catégories les plus soumises à la précarité, les employées et ouvrières, sont de loin les plus concernées par les troubles musculo-squelettiques (TMS). La mortalité prématurée liée à des maladies cérébro-cardiovasculaires chez les ouvrières est en moyenne trois fois supérieure à celle des cadres et professions intermédiaires. Tout se combine négativement pour peser sur la santé et rendre plus difficile l'accès aux soins des femmes précaires: les conditions de travail et d'emploi, le facteur financier et les difficultés de relation avec les médecins. Pour combattre ces «*inégalités sociales et sexuées*», le HCE a émis une liste de 21 recommandations à l'attention des pouvoirs publics. Ce rapport, qui traite de questions essentielles, n'aura sans doute d'autre suite que des bonnes paroles car, comme les gouvernements précédents, l'expansion de la précarité est de fait un des axes de la politique de ce pouvoir.

La Cour des comptes avait rappelé à l'ordre le gouvernement concernant le budget 2017. Il manquerait 9 milliards d'euros pour faire face aux dépenses prévues par Hollande. Du coup, le déficit serait accru. Édouard Philippe annonce en retour une compression des dépenses pour l'année en cours et pour le budget 2018 en cours d'élaboration. Le gouvernement prévoit un plan d'économies de 4 à 5 milliards d'euros en 2017 et de 15 à 20 en 2018. Première cible: les fonctionnaires. Leurs salaires vont être bloqués avec le gel du point d'indice, le jour de carence en cas de congés maladie va être rétabli, et la baisse des effectifs s'accélère. Des économies sont envisagées sur la plupart des postes budgétaires («*Aucun ministère, aucun opérateur, aucune niche ne seront sanctuarisés*»), a ainsi déclaré le ministre des Finances), les dotations aux collectivités locales sont sur la sellette de même que le budget du logement «*pour libérer l'offre et dépenser moins en solvabilisation de la demande*»: autrement dit, le logement des couches populaires va être encore moins une priorité.

La France «droguée à la dépense publique»?

Outre la litanie sur le déficit, le gouvernement dénonce le prétendu haut niveau des dépenses publiques en France: «*la France est droguée à la dépense publique*» a déclaré le ministre de l'Économie, l'ex-Républicain Bruno Le Maire. Avec 56% du PIB (nouvelles richesses produites

BUDGET Macron l'enfumeur

Macron a un problème: il veut maintenir le cap de la rigueur budgétaire... et a fait des promesses de baisse des impôts, surtout au patronat et aux hauts revenus. Pour cacher une telle logique, rien de mieux qu'un écran de fumée.



en une année), le pourcentage des dépenses publiques en France est effectivement supérieur à celui des États-Unis (où il se situe à environ 37% du PIB) ou à celui certains grands pays d'Europe comme l'Allemagne (où il est d'environ 44% du PIB).

Mais ces différences tiennent à des niveaux de «*socialisation des dépenses*» différents dans chacun de ces trois pays. Il ne faut pas oublier que les dépenses publiques, ce ne sont pas seulement les dépenses de l'État (35% des

dépenses publiques environ) mais les collectivités locales (20%) et la sécurité sociale (45%). Or tout ce qui n'est pas «*socialisé*» (ce qui n'est pas assuré par le secteur public) est financé d'une autre manière... ou bien pas du tout! Imaginons que toutes les retraites soient transférées à des fonds de pension privés auprès desquels on pourrait choisir ou pas de cotiser: immédiatement, la part des dépenses publiques baisserait, mais est-ce que cela améliorerait la situation des retraités? L'exemple des dépenses de santé est frappant. Aux États-Unis, ces dépenses atteignent 16% du PIB (record du monde) contre 11% pour la France. La part du financement public y est inférieure et celle des coûts supportés par les individus bien supérieure. En revanche, l'efficacité est moindre: l'espérance de vie est inférieure aux États-Unis à celle en France, et la mortalité infantile presque deux fois plus élevée...

L'équilibre au service des plus riches

Il existe bien sûr des dépenses publiques inutiles, voire nuisibles... Mais ce n'est pas à celles-là que veut s'attaquer Macron: les cadeaux aux

entreprises et les dépenses militaires vont continuer de prospérer. Le gouvernement a par ailleurs un vrai problème: il veut simultanément revenir dans les clous du déficit budgétaire inférieur à 3% du PIB selon les critères européens et baisser les impôts. Autrement dit, il joue à combler le déficit du côté des dépenses et à le creuser du côté des recettes. Un délicat exercice d'équilibriste. Philippe, dans son discours devant les députés, a semblé vouloir reporter certaines réductions d'impôts annoncées dans le programme électoral de Macron. Mais ce dernier y a mis bon ordre: pas question de décevoir patronat et bourgeoisie qui salivent déjà sur la baisse de l'impôt sur la fortune et l'évolution du CICE. Donc, dès 2018, il y aura des baisses d'impôts. Parmi celles-ci, la seule mesure en principe favorable aux bas et moyens revenus sera l'engagement de la réforme de la taxe d'habitation... Mais par quoi va-t-elle être compensée? Bref, Macron jongle avec les milliards de baisses d'impôts, surtout pour les riches et les entreprises, et comprime les dépenses utiles (santé, etc.) et les salaires et emplois des fonctionnaires...

Henri Wilno

personnes (principalement des médias proches de l'AKP au pouvoir). Quoi qu'il en soit, il est clair que cette longue marche et cette manifestation, dont les trois principaux slogans étaient «*Droits, Loi et Justice*», ont redonné de l'espoir et de l'enthousiasme à des millions de personnes minées depuis longtemps par un sentiment de défaite.

Le pouvoir inquiet

La marche s'est déroulée dans un climat assez tendu. De nuit, une benne de fumier a été déversée sur un des points d'étape de la marche. Les responsables de l'AKP, et le président Erdogan lui-même, ont qualifié la marche de provocation et ses partisanEs de terroristes... Entre-temps, l'AKP a annoncé qu'il entendait organiser des meetings et des rassemblements de masse avec la participation d'Erdogan lui-même, entre les 11 et 15 juillet, la date anniversaire de la tentative de



Istanbul ce dimanche, à l'arrivée de la marche. DR

coup d'État. L'AKP, inquiet de cette marche et de ses résultats possibles, a décidé de mobiliser ses partisans au cas où la situation deviendrait «*hors de contrôle*». Erdogan et le Premier ministre actuel, Binali Yildirim, ont

réitéré leur souhait de voir cette marche se terminer au plus vite. Le CHP, l'un des principaux piliers du «*système politique établi*», est le parti qui a fondé la république et qui a des liens très étroits avec une partie

du capital en Turquie. Ce qu'il tente de faire aujourd'hui, c'est de restaurer le système politique turc et de tourner la page des années AKP qu'il considère comme une anomalie. Son objectif principal est donc de «*normaliser*» la politique en Turquie et de rétablir l'ordre. C'est pourquoi il ne faut pas attendre trop de cette initiative du CHP, d'autant plus qu'il n'y a pas de réelles alternatives à gauche susceptible de l'inquiéter ou de l'obliger à aller plus loin. D'un autre côté, il va être plus difficile pour Kılıçdaroglu de contrôler ces millions de personnes qui ont repris confiance en eux-mêmes et renoué avec la rue. C'est aussi ce qui inquiète l'AKP. L'un des devoirs les plus importants de la gauche en Turquie est de proposer à tous ceux qui ont participé à ces manifestations une véritable alternative politique transformatrice. **D'Istanbul, Eyup Ozer (Traduit par Raymond Adams)**

Le chiffre

20%

D'après le récent baromètre annuel de l'Insee («*Emploi, chômage, revenus du travail*»), dans les dix années qui suivent l'obtention d'un diplôme, le taux de chômage des descendants d'immigrés maghrébins est de 20% supérieur à celui des autres jeunes diplômés... Par ailleurs, la probabilité qu'ils accèdent à des postes rémunérés plus de 3000 euros net mensuels est 20% à 30% inférieure. Enfin, sur un poste à temps complet, leur rémunération est en moyenne inférieure de 13% aux autres salariéEs.

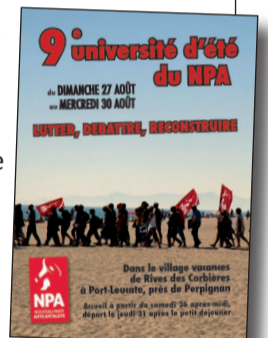


Agenda

Judi 13 juillet, rencontres de La Brèche, Paris. Tsiganes, une mémoire française 1940-1946, avec l'auteur Kkrist Mirror, à 18h à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Vendredi 14 juillet, manifestation contre le gouvernement, Paris. «*Contre Trump, Macron et sa guerre sociale, ne désarmons pas!*», à l'appel du Front social, à partir de 14h, place de Clichy.

Du dimanche 27 au mercredi 30 août, 9^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Plaquette de présentation et inscription en ligne: <https://npa2009.org/ue2017>



À SUIVRE SUR www.npa2009.org

NO COMMENT

L'excès de normes crée de la complexité lourde sur le droit réel. Nous ne voulons pas moins de droits mais mieux de droits.

MURIEL PÉNICAUD, ministre du Travail, Assemblée nationale, 10 juillet

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



VÉL D'HIV' Netanyahu n'a rien à faire aux commémorations!

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu sera présent à Paris le 16 juillet prochain pour un « entretien de travail » avec Emmanuel Macron et pour participer aux commémorations de la rafle du Vél d'Hiv'. Une visite révoltante.

Netanyahu, Premier ministre depuis plus de huit ans, est l'incarnation de la politique oppressive, brutale et discriminatoire dont est victime le peuple palestinien. Sous son mandat, la colonisation s'est accélérée pour atteindre aujourd'hui le chiffre de plus de 600 000 colons à Jérusalem et en Cisjordanie. Corollaire de cette politique, les expulsions et les destructions de maisons palestiniennes se poursuivent, ainsi que la répression de toute contestation. Près de 6 500 prisonniers palestiniens croupissent aujourd'hui dans les geôles israéliennes, dans des conditions si révoltantes que plus d'un millier d'entre eux ont participé à un vaste mouvement de grève de la faim en avril-mai dernier. Le blocus inhumain de Gaza se poursuit, avec des accès à l'eau potable et l'électricité de plus en plus restreints, et une dégradation continue des conditions de vie et de santé de la population.



DR

Ignoble instrumentalisation

Après avoir reçu Poutine, et deux jours après avoir accueilli Trump le 14 juillet, Macron poursuit sur sa lancée en se faisant l'hôte du Premier ministre d'un État terroriste. Et comme si cela ne suffisait pas, Netanyahu participera aux commémorations de la rafle du Vél d'Hiv', au cours de laquelle, les 16 et 17 juillet 1942, 13 152 hommes, femmes et enfants juifs furent arrêtés par les autorités de Vichy, à la demande des nazis, avant d'être déportés. Lorsque l'on connaît la propension des dirigeants israéliens en général, et de Netanyahu en particulier, à instrumentaliser la mémoire du génocide, dont ils se revendiquent les uniques dépositaires, on ne peut qu'être révolté. Comme l'ont souligné Dominique Vidal et Bertrand Heilbronn dans une tribune publiée sur Mediapart, « Israël ne peut se présenter comme le seul héritier des victimes de la Shoah, qu'il ne saurait transformer de manière posthume en partisans de la création de l'État d'Israël. »

Macron complice d'une opération de manipulation

En 2013, l'historien israélien Zeev Sternhell, spécialiste de l'extrême droite et du fascisme, écrivait lucidement : « Il est plus difficile encore d'échapper à la conclusion que la droite israélienne (...) distance de très loin la droite du Front national de Marine Le Pen. Comparée à la plupart des membres du gouvernement et de la Knesset, cette dernière ressemble à une dangereuse gauchiste. » Ces lignes n'ont malheureusement pas pris une ride. La coalition dirigée par Netanyahu est un regroupement de racistes et de néofascistes qui associent politiques d'occupation et d'apartheid contre les Palestiniens, répression de toute contestation, censure contre les médias pas complètement aux ordres, complaisance vis-à-vis de bandes armées fascistes qui parcourent les rues pour « casser de l'arabe et du gauchiste », etc. La visite de Netanyahu est donc doublement révoltante, et Macron porte la responsabilité de ce scandale. En permettant la présence de Netanyahu lors des commémorations de la rafle du Vél d'Hiv', Emmanuel Macron, l'ami des puissants et des bourreaux, facilite une opération de manipulation de la mémoire du génocide juif orchestrée par la droite et l'extrême droite israéliennes. Nauséabond.

Julien Salingue

MIGRANT-E-S Paris 18^e : 34^e rafle en deux ans!

N assés par groupes d'une centaine, jetés prestement dans des cars, ils ont été répartis dans toute l'Île-de-France, dans des CAO et des gymnases, pour quelques jours, pour quelques semaines, au mieux pour quelques mois pour les demandeurEs d'asile...

La chasse permanente

Comme les 33 autres précédentes, cette opération de « mise à l'abri » s'est déroulée en partenariat entre la préfecture de police, la mairie de Paris et certaines ONG. Depuis lundi 3 juillet, une circulaire de la préfecture relayée par la RATP indiquait que le quartier porte de la Chapelle serait fermé de 6 heures à midi à la circulation... Depuis des mois, riverains et associations dénoncent les conditions de vie insupportables que l'État impose à des réfugiés épuisés, ayant fui pour la plupart des zones de guerre, maltraités pendant leur voyage, dans des conditions d'extrême précarité. Ils dénoncent la chasse permanente aux migrantEs à laquelle se livrent les flics, les destructions systématiques des campements de survie, allant jusqu'à asperger de gaz lacrymogène les couvertures et duvets si précieux. Les sanitaires réclamés depuis des mois n'ont pas été mis en place par les services de la Ville de Paris, le ramassage des ordures ménagères n'est pas assuré, les distributions d'eau parfois interdites par la police...

La répression et le contrôle comme uniques réponses

Avec « humanité et fermeté », disaient hier Cazeneuve et Valls... Pas d'« appel d'air », surenchérisait Collomb il y a une semaine... La politique criminelle du pouvoir se poursuit dans une belle continuité!

Vendredi 7 juillet au matin, plus de 2700 migrantEs et réfugiés ont été raflés porte de la Chapelle à Paris, aux alentours du centre « d'accueil » surpeuplé ouvert par Hidalgo, il y a un an.



Vendredi 7 juillet porte de la Chapelle, voie sans issue pour les migrantEs. DR

Retrouvant un soupçon de lucidité, le nouveau ministre de l'Intérieur est bien obligé (on l'a vu en interview sur CNews il y a quelques jours) de constater que cette situation était « totalement insoluble ». Lui emboitant le pas, la maire de Paris Anne Hidalgo déclarait aussi que « face à l'urgence, je plaide pour une loi sur l'accueil des migrants et l'intégration des réfugiés à l'échelle nationale ». Comment pourraient-ils rester aveugles devant la totale inefficacité (évidemment de leur point de vue...) de leur politique répressive et d'un contrôle renforcé aux frontières qui n'empêche pas des centaines de nouveaux migrantEs d'arriver chaque semaine en France? Le ministre de l'Intérieur doit rendre public le 12 juillet un « plan

sur l'asile ». Celui-ci prévoirait de renvoyer au plus vite dans leurs pays les déboutés du droit d'asile, y compris vers des pays en guerre. Ces reconduites existent déjà, vers l'Afghanistan ou le Soudan, en parfaite infraction au droit international.

Pour une mobilisation nationale de soutien

Mais nous pouvons affirmer dès maintenant qu'aucune solution humainement acceptable ne sera trouvée tant que les gouvernements européens fermeront les frontières, et obligeront des gens à risquer leurs vies en traversant la Méditerranée, ou la Manche pour celles et ceux qui veulent rejoindre le Royaume-Uni. Et moins d'une semaine après cette opération « mise à l'abri » du

7 juillet, plusieurs centaines de réfugiés campent à nouveau porte de la Chapelle, démontrant s'il en était besoin l'indigence d'une politique migratoire basée sur la répression et l'invisibilisation.

Le NPA plaide pour que, rapidement, dans l'unité la plus large possible, une mobilisation nationale de soutien aux migrantEs et réfugiés soit organisée. C'est aujourd'hui ce que souhaitent de nombreuses associations, groupes « d'entraide citoyenne », totalement investis dans le soutien aux migrantEs, mais totalement débordés par l'ampleur de la tâche et des besoins exprimés.

« De l'air, de l'air ! Ouvrons les frontières ! »
Alain Pojolat

FISCALITÉ L'impôt selon le président des riches

Promesses de campagne de Macron, l'exonération de la taxe d'habitation et la réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) vont finalement entrer en œuvre dès 2018. Macron en a décidé ainsi...

Lors du discours de politique générale d'Édouard Philippe à l'Assemblée nationale, l'axe du gouvernement était clair : réduire les dépenses publiques, les cadeaux fiscaux se feraient plus tard. Mais c'était sans compter sur les milieux d'affaires qui, devant une telle politique, ont fustigé dans différents médias la ligne du gouvernement, comparant même Macron à Chirac...

Il n'en a pas fallu plus pour que Macron change de cap et que le démantèlement de l'ISF et l'allègement de la taxe d'habitation redeviennent des sujets d'actualité. Le jour même où l'Assemblée nationale débutait l'examen du projet de loi d'habilitation des ordonnances qui démantèlera le code du travail et augmentera la flexibilité et la précarité du plus grand nombre, le gouvernement annonçait dans le même temps le démantèlement de l'ISF qui ne concerne que les plus grosses fortunes et patrimoines. L'une des promesses phares du candidat Macron va devenir réalité : transformer en profondeur l'ISF. Le but est clair : sortir toutes les valeurs mobilières (actions,



obligations, assurance vie...) d'un ISF aujourd'hui rebaptisé « impôt sur la fortune immobilière » (IFI).

Des milliards... pour les milliardaires!

Sur les 340 000 foyers fiscaux assujettis actuellement à l'ISF, 70 % ont un patrimoine imposable compris entre 1,3 et 2,4 millions d'euros, composé à au moins 80 % d'actifs immobiliers. Mais chez les 30 % de contribuables les plus riches, la tendance s'inverse : les actifs immobiliers ne représentent

plus que 20 % de leur patrimoine. Ce sont donc les plus riches des riches qui sont concernés par cette réforme. Un beau cadeau de 3 milliards d'euros que ni Sarkozy ni Hollande n'avaient osé leur offrir. Sans compter que cette réforme va entraîner le développement du contournement de l'impôt par les sociétés civiles immobilières, en transformant des valeurs immobilières en valeurs mobilières. Parallèlement, le gouvernement a donc aussi décidé d'engager la première phase de la suppression

partielle de la taxe d'habitation, qui devrait également coûter 6 milliards d'euros et qui bénéficiera avant tout aux plus aisés. Sans oublier non plus que l'une des promesses de Macron était de réformer la fiscalité du capital en instaurant un prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30 % mettant ainsi fin à la progressivité de l'impôt sur le capital, ce qui profiterait une fois de plus aux foyers les plus aisés qui détiennent majoritairement les revenus du capital.

Une vraie politique anticapitaliste en matière fiscale serait une politique qui privilégierait les impôts directs et la progressivité de l'impôt, taxerait réellement le capital mais aussi le patrimoine, et rendrait la fiscalité compréhensible par touTEs. À l'exact opposé, sans grande surprise, Macron opte donc pour une fiscalité avantageant les plus riches, voire les milliardaires... Autant dire ses principaux soutiens. Les politiques fiscales des dernières décennies ont renforcé le côté obscur du système fiscal actuel, et ont également accentué la dégressivité de l'impôt, l'injustice fiscale. La politique de Macron va accentuer cette tendance...

Joséphine Simphon

ASIE ORIENTALE Les clignotants sont au rouge

Îles Paracels, Taïwan et Hong Kong, Philippines, Corée du Nord... Le regain de tension est perceptible dans toute la région.

En avril, le président Xi Jinping avait rendu visite à son homologue Donald Trump dans la résidence de ce dernier, à Mar a Lago (Floride). Sourires et détente... Trois mois plus tard, les illusions d'entente se sont dissipées avec, en arrière-plan, la rivalité sino-US. Même si sur bien des dossiers, comme le Moyen-Orient, Pékin fait profil bas, laissant Moscou occuper le devant de la scène, l'influence chinoise se consolide de l'Afrique à l'Amérique latine. Face au repli des États-Unis, l'Union européenne se tourne vers la Chine, espérant ainsi peser à nouveau dans les affaires mondiales. Les tensions sino-US se cristallisent sur la gestion de la « question coréenne », mais elles s'expriment dans toute l'Asie orientale.

Contre Washington, Pékin à la manœuvre

Ainsi Pékin continue de renforcer son dispositif militaire sur les îles artificielles construites en mer de Chine méridionale : nouvelles rampes de lancement de missiles, radars, pistes d'hélicoptères ou d'avions... Le 2 juillet, un navire de guerre étatsunien a cinglé à proximité de l'une de ces îles, Triton, revendiquée tant par le Vietnam que Taïwan dans l'archipel des Paracels. Le 25 mai déjà, un bâtiment militaire US était passé au large de Mischief, dans l'archipel des Spratley. Depuis l'élection d'une présidente indépendantiste (mais très prudente), Pékin fait pression pour isoler Taïpei (Taïwan) au nom de la politique d'« une seule Chine ». La Chine a ainsi obtenu la rupture des relations diplomatiques entre la Gambie et Taïwan. Or, le 29 juin, Washington a annoncé une vente d'armes à Taïwan pour un



montant de 1,42 milliard de dollars (1,25 milliard d'euros), clairement présentée comme une mesure de rétorsion contre la Chine qui ne ferait pas ce qu'elle « devrait » sur le dossier nord-coréen. Xi Jinping vient aussi de se rendre à Hong Kong, à l'occasion du vingt-tième anniversaire de la rétrocession à la Chine de l'ancienne colonie britannique. Il profite de l'émergence d'un courant indépendantiste de droite pour un rappel à l'ordre musclé qui vise toute velléité démocratique, avec le plein accord des transnationales nippo-occidentales implantées dans le territoire. L'ordre doit régner dans une place financière qui joue, notamment, un rôle particulièrement important dans le déploiement des investissements directs à l'étranger de capitaux chinois. L'avenir du régime philippin est indéfini, vu l'état de santé du président Duterte et les facteurs de crise révélés par le siège prolongé de Marawi, dans le sud de l'archipel.

Or, sans rompre avec Washington, Rodrigo Duterte a tout d'abord ouvert l'archipel à la Chine, puis à la Russie. Pour des raisons historiques et géostratégiques, les États-Unis ne peuvent pas se permettre de « perdre » au profit de Pékin leur ancienne colonie. Les mois ou les quelques années qui viennent vont être décisives en ce domaine.

La pression nord-coréenne sur Washington

Le 3 juillet, Trump et Xi se sont parlé au téléphone à propos du dossier nord-coréen, tirant un constat de désaccord. Le lendemain, Pyongyang a effectué pour la première fois un tir de missile balistique intercontinental susceptible, en théorie, d'atteindre l'Alaska. Le message est clair : la désescalade est à négocier directement entre la Corée du Nord et les États-Unis. Pour Kim Jong-un, la balle est dans le camp de Washington. L'administration Trump rend responsable Pékin de la crise

coréenne, alors qu'en réalité c'est Washington qui peut décider soit de jouer l'escalade des tensions (l'option actuelle), soit d'initier des mesures réciproques de désescalade (option à laquelle la nouvelle présidence sud-coréenne serait favorable). Enfermée dans une posture intransigeante, elle recourt aujourd'hui à des mesures de rétorsion, annonçant le 29 juin, outre la vente d'arme à Taïwan, la mise sur liste noire de la Banque de Dandong, établie dans la ville qui est le principal point de passage du commerce entre la Chine et la Corée du Nord. En faisant de la question coréenne la pierre de touche de sa politique chinoise, Trump s'enferme dans une impasse, car il bloque l'avancée d'autres dossiers sino-US et réduit ses propres options vis-à-vis de Pyongyang à la menace sans fin. Cela dans une région-poudrière où une étincelle peut allumer un incendie.

Pierre Rousset

SOUDAN DU SUD La famine enrichit les dirigeants

La guerre civile continue de sévir, près d'un tiers des populations ont dû fuir leur foyer pour échapper aux exactions des troupes gouvernementales ou rebelles. Si l'ONU annonçait le 21 juin la fin de l'état de famine, cette déclaration ne signifie pas une quelconque amélioration de la situation.

Après une guerre de plusieurs décennies, le Soudan du Sud obtenait, avec le soutien des États-Unis, son indépendance en quittant le giron du Soudan. À peine deux ans plus tard, une guerre éclatait entre les deux principales factions du nouveau pouvoir dont le motif principal reste la prédation des richesses du pays, le pétrole, mais aussi l'or, sans parler du fort potentiel de terres arables. Le président Salva Kiir et son ancien vice-président Riek Machar, désormais en exil en Afrique du Sud, se livrent une guerre sans merci, n'hésitant pas, l'un comme l'autre, à activer des haines ethniques qui rendent le conflit encore plus violent et dangereux.

Guerre et famine

La fin de l'état de famine proclamé par l'ONU ne doit pas faire illusion. En effet, c'est avant tout le résultat d'une mobilisation des organisations humanitaires, qui reste forcément précaire et est mis en danger par le développement de la guerre civile. L'agence alimentaire de l'ONU, la FAO, notait que 2016 était pour le Soudan du Sud une bonne année sur le plan du climat : les pluies ont été généreuses et sont arrivées au bon moment dans la plupart des régions du pays¹. Mais le conflit a achevé de transformer le pays de « grenier à blé » en terre de désolation. Actuellement, près de 67% de la population est en état de crise alimentaire plus ou moins grave selon les régions. L'hyperinflation de 480% et la multiplication par dix du prix des céréales empêchent la grande majorité de la population de se nourrir correctement. Salva Kiir n'a d'autres projets que de vaincre militairement les troupes de son rival, et n'hésite plus à militariser les conflits entre les communautés, en associant toute une série de groupes armés qui sévissent localement. Un rapport d'experts de l'ONU montre que l'essentiel du budget du pays passe dans l'achat des armes et sert à financer les miliciens qui, comme les soldats gouvernementaux, se rendent coupable des pires atrocités sur les populations civiles².



Sanctions

L'état du Soudan du Sud est tel que la perspective d'un éclatement du pays reste hélas la plus crédible, car de plus en plus, la seule solution pour survivre est de s'intégrer dans une milice. Si cette situation est désastreuse pour l'immense majorité de la population, elle permet à quelques-uns de s'enrichir. Ainsi, une ONG étatsunienne a dénoncé le cas du général Malek Reuben Riak, chef d'état-major adjoint de l'armée, qui utilise ses fonctions pour s'enrichir en lien avec des compagnies minières régionales³. Un exemple parmi d'autres⁴ qui pousse les organisations de défense des droits humains à exiger des sanctions financières pour les auteurs de guerre.

Paul Martial

1 - Rapport spécial extrait mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire au Soudan du Sud du 26 mai 2017

2 - <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/03/17/97001-20170317FILWWW00366-le-soudan-du-sud-est-confronte-a-une-famine-mais-achete-des-armes.php>

3 - *Making a Fortune While Making a Famine. The illustrative case of a South Sudanese general*, May 2017, The Sentry

4 - <http://www.afrik.com/soudan-du-sud-guerre-clooney-denonce-l-enrichissement-de-salva-kiir-et-riek-machar>

QATAR Une crise qui vient de loin... et qui dure

Un blocus contre l'émirat est depuis mis en œuvre, dont la levée est assortie de treize conditions, parmi lesquelles la fermeture d'al-Jazeera ou la rupture des relations avec les Frères musulmans, que le Qatar a rejetées.

Alliances et rivalités

Le « financement du terrorisme » est la principale raison officielle de l'offensive actuelle contre le Qatar. Une accusation qui prêterait à sourire si la situation régionale n'était pas aussi tragique, puisqu'elle peut être facilement retournée contre ceux qui la profèrent, au premier rang desquels l'Arabie saoudite. Les causes de la crise actuelle sont en réalité plus profondes, et sont l'expression de l'exacerbation de rivalités régionales dans un contexte d'instabilité continue depuis le soulèvement de l'hiver 2010-2011. Les principaux acteurs de la crise, y compris le Qatar, sont membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), un regroupement d'États partageant une proximité

Le 5 juin dernier, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Bahreïn et l'Égypte annonçaient la suspension de leurs relations diplomatiques avec le Qatar.

géographique, mais aussi des structures économiques (rente pétrolière et/ou gazière) et politiques (régimes autoritaires de type monarchique), ainsi que des liens privilégiés avec les États-Unis. Les membres du CCG ont ainsi de nombreux intérêts communs, ce qui n'empêche pas que des rivalités existent entre, d'une part, l'axe Arabie saoudite-Émirats arabes unis et, d'autre part, le Qatar. Depuis les années 1990, le petit émirat a en effet mené une politique visant à s'autonomiser de la tutelle saoudienne, avec notamment l'établissement – l'achat – de liens privilégiés avec les Frères musulmans et le développement d'al-Jazeera, formidable outil pour la diplomatie qatarie. Il ne s'agissait évidemment pas de rompre avec le CCG, mais de s'insérer dans les rapports de forces régionaux pour garantir l'autonomie et la souveraineté du Qatar malgré son exiguïté territoriale et démographique.

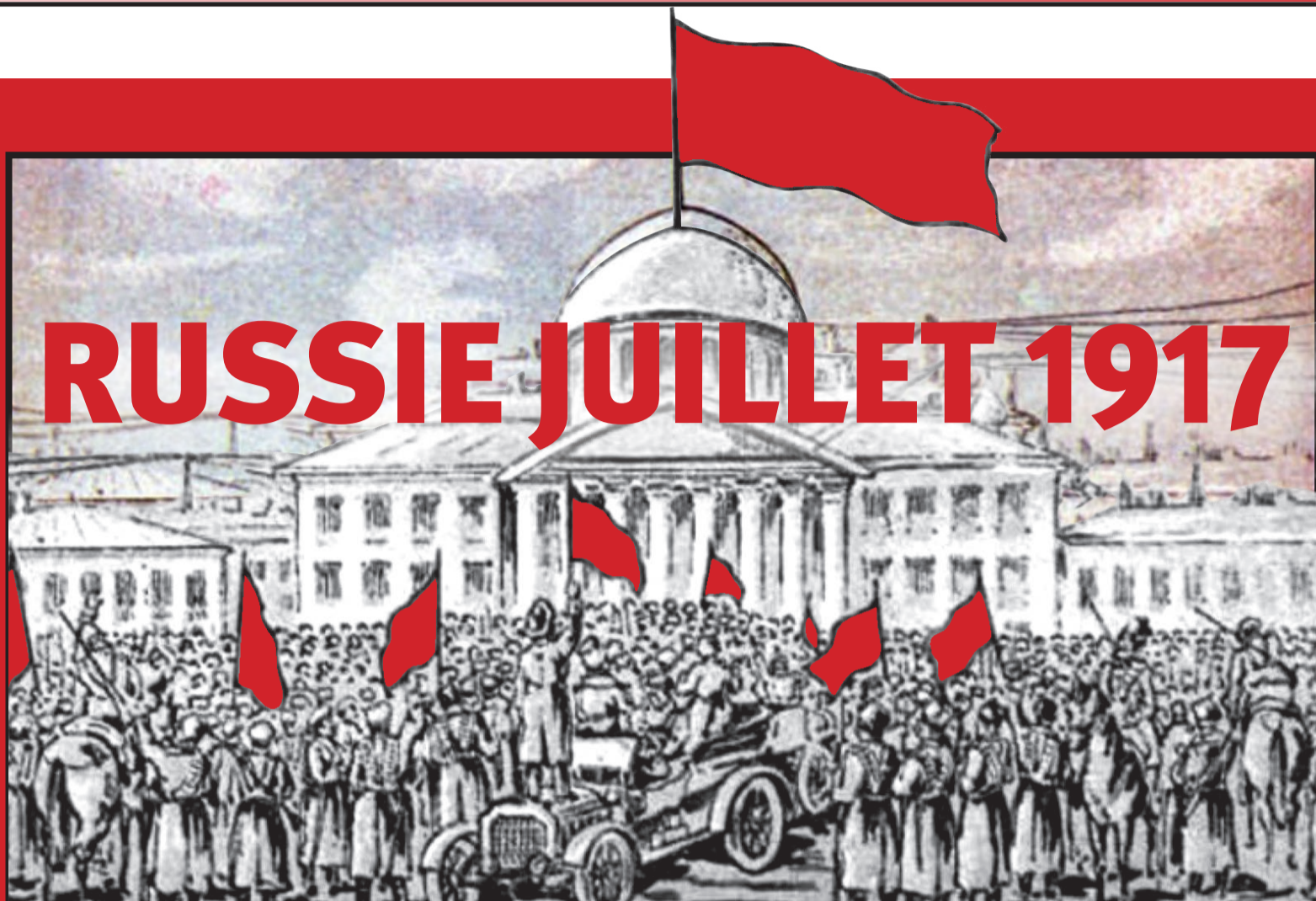
Choc entre contre-révolutionnaires

Les rivalités ont connu des développements sans précédent avec le soulèvement régional de l'hiver 2010-2011 et une confrontation directe entre l'Arabie saoudite (et ses satellites) et le Qatar : tandis que l'émirat, du fait de ses liens avec les Frères musulmans, et par l'entremise d'al-Jazeera, a accompagné les renversements des anciens régimes (notamment en Tunisie et en Égypte), les Saoudiens offraient leurs services à ces derniers, qu'il s'agisse de l'asile politique à Ben Ali ou du soutien politique et financier à la restauration brutale du régime militaire en Égypte. S'il s'agissait pour le Qatar comme pour l'Arabie saoudite de s'opposer à une transformation révolutionnaire régionale, qu'aucun membre du CCG ne pourrait tolérer au risque d'être à son tour balayé, l'émirat a privilégié une stratégie d'accompagnement/engouement

via les Frères musulmans, tandis que le royaume a fait le choix de l'opposition à tout changement. Cette stratégie « radicale » trouve aujourd'hui un écho auprès de l'administration Trump qui, contrairement à l'administration Obama, ne fait montre d'aucun intérêt pour la stratégie qatarie. Les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite ont saisi cette opportunité pour isoler le Qatar. Mais l'émirat a annoncé avoir les moyens financiers (340 milliards de dollars) de résister au blocus, sous-entendant que l'épreuve de force pourrait se prolonger. Une chose, en tout cas, est certaine : quand bien même l'offensive actuelle procède du mouvement de restauration des anciens régimes, les forces progressistes n'ont aucun intérêt à s'aligner sur l'un des deux « camps », qui représentent tous deux une option contre-révolutionnaire à l'échelle régionale.

Julien Salingue

Dans le processus révolutionnaire russe de 1917, le mois de juillet constitue un tournant fondamental. L'échec de l'offensive militaire de juin avait mis en évidence l'incapacité du gouvernement provisoire à stabiliser la situation, tandis que le pays devenait incontrôlable en raison de la vague révolutionnaire durant l'été dans les campagnes. Le prolétariat de Petrograd chercha à résoudre le problème en destituant le gouvernement, ce qui se traduisit par les journées insurrectionnelles des 3 et 4 juillet qui posèrent pour la première fois la question d'une prise de pouvoir bolchevique.



RUSSIE JUILLET 1917

LE TOURNANT DE LA RÉVOLUTION

LA GUERRE ET L'ÉCHEC DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Issu de la révolution de février, le gouvernement provisoire était dirigé par des ministres libéraux, soucieux de stabiliser la Russie pour en faire une république parlementaire de type occidental, mais aussi depuis avril par des ministres socialistes (mencheviques et socialistes-révolutionnaires), responsables devant le soviet de Petrograd.

Pour les socialistes modérés, qui dominaient alors largement le Soviet, la priorité de l'heure était d'assurer la victoire de la révolution de février contre la menace de la réaction, ce qui les avait amenés à soutenir le gouvernement. La politique de stabilisation menée par le gouvernement provisoire se heurtait toutefois au problème de la guerre. Afin d'assurer sa crédibilité internationale et de ne pas perdre l'appui des Occidentaux, le gouvernement devait prouver aux Alliés qu'il était en mesure de poursuivre une guerre que le pays n'avait en réalité plus les moyens de mener.

Au front, la contestation

Depuis février, la situation militaire n'avait guère évolué, les troupes austro-allemandes se contentant de laisser l'armée russe se déliter. En effet, la désorganisation générale de l'économie contribuait chaque jour à dégrader la situation militaire de la Russie qui n'avait plus les moyens d'assurer le ravitaillement et l'approvisionnement de ses troupes. Confrontée à des privations insupportables, l'armée se délitait d'autant plus rapidement que le gouvernement



Un meeting de soldats russes en Finlande en mars 1917. DR

avait dû concéder aux soldats des libertés politiques, les autorisant non seulement à former leurs soviets, mais aussi à s'organiser politiquement et à disposer d'un contrôle sur les nominations de leurs officiers. Dans les unités les plus avancées politiquement, le

commandement avait perdu toute autorité, comme c'était le cas dans la base navale de Cronstadt, où les marins avaient fusillé leur amiral et 51 officiers, avant d'en déposer 500 autres et d'en élire de nouveaux parmi la troupe. Les soldats désertaient en masse, semant un désordre

d'autant plus incontrôlable que l'absence de moyens de transports les contraignaient à sillonner le pays en bandes incontrôlées qui devaient piller pour se nourrir. Si la situation des troupes du front était ainsi catastrophique, l'insubordination était encore plus forte dans

les régiments laissés en garnison qui, à l'exemple des 250 000 hommes stationnés à Petrograd, étaient largement gagnés par la propagande bolchevique et anarchiste et refusaient d'envisager tout départ pour le front.

Une situation incontrôlable

Tout aussi grave était la situation du prolétariat urbain. La révolution de février ayant achevé le processus d'effondrement de l'économie russe, les usines étaient pratiquement à l'arrêt, à l'exemple de l'usine Poutilov de Petrograd qui ne reçut plus en juillet que 4 % du charbon nécessaire à son fonctionnement. Condamnés au chômage technique, les ouvriers russes se trouvaient d'autant plus démunis qu'il leur fallait faire face à une progression des prix de l'alimentation de l'ordre de 50 % par mois, en raison de l'effondrement de la production agricole et de la désorganisation générale des transports qui menaçaient l'approvisionnement des villes. Si la situation des villes russes était devenue incontrôlable, le gouvernement provisoire devait faire face à une situation bien pire dans les territoires allogènes, puisque les minorités nationales avaient profité de la révolution

pour faire valoir leurs propres revendications. Touchée par une vague révolutionnaire particulièrement radicale, la Finlande échappait largement au contrôle du gouvernement russe. En Ukraine, la situation s'aggravait aussi rapidement, puisque le 10 juin, le Parlement de Kiev avait proclamé « la liberté ukrainienne » et convoqué sa propre Assemblée nationale constituante, contraignant le gouvernement à lui reconnaître le 2 juillet une très large autonomie. C'est dans ce contexte de délitement généralisé que Kerenski, cédant aux pressions des Alliés, lança le 18 juin une grande offensive contre les troupes austro-allemandes en Galicie. Si dans un premier temps, l'armée russe parvint à gagner un peu de terrain, sa situation devint bien vite intenable, en raison principalement des mutineries qui éclatèrent dans ses rangs. Lorsque dans les premiers jours du mois de juillet, les troupes austro-allemandes lancèrent une contre-offensive, l'armée russe se débâta totalement et ne put restaurer ses positions qu'après avoir dû abandonner plus de 200 km à l'ennemi. La faillite du gouvernement était désormais totale.

Laurent Ripart

LES PAYSANS ENTRENT EN RÉVOLUTION

Au début du siècle, la Russie est un pays essentiellement rural (85% de la population). La paysannerie, dans son immense majorité, pratique une agriculture très retardée, dans des villages isolés, tant au plan géographique qu'au niveau juridique, économique, social et culturel...

Dans de nombreux villages, la nouvelle de la révolution parvient à la mi-mars, parfois plus tard encore.

La mémoire de la révolution de 1905-1906 est encore bien présente, durant laquelle 3 000 manoirs (15% du total) avaient été détruits, et 2 700 soulèvements paysans matés par l'armée. L'aristocratie foncière avait durci ses méthodes de répression, avec des milices privées.

La débâcle de l'armée russe (1,8 million de victimes en 1914), pour l'essentiel composée de paysans dirigés par des nobles propriétaires terriens souvent de la même région et indifférents à cette hécatombe, chargeait d'une dimension sociale le désir de paix existant dans toutes les armées européennes.

Assemblées paysannes

Tous les organes politiques qui se mettent en place – comité villageois, unions paysannes et soviets – sont des formes révolutionnaires de la communauté villageoise ancestrale qui faisait lien entre les paysans pour la répartition des terres à cultiver en fonction des bouches à nourrir. Partout, l'assemblée paysanne se réunit et élabore des cahiers de doléances, intégrant des exigences politiques (assemblée constituante), la fin de la guerre... Les paysans demandent la saisie de terres d'État et de celles des grands propriétaires fonciers, la diminution des montants de location des terres, la redistribution des pâturages et des bois. Dans certaines régions, les communautés villageoises commencent par s'emparer des terres de l'Église. Le processus révolutionnaire emprunte un calendrier distinct des grandes échéances de la révolution : l'État n'arrive pas dans ces campagnes. Durant avril, un calme apparent règne. Mais l'impatience des paysans grandit vite du fait de l'immobilisme du gouvernement pour décider de la réforme agraire repoussée à l'élection de l'Assemblée

constituante. Les « violations de légalité » se multiplient : moins de cent en avril... et plus d'un millier en juin.

Mai était le commencement de la saison agricole d'été. Nombre de soldats désertent pour rejoindre le village, souvent armés, pour y participer et surtout pour prendre part à la répartition des terres. Leur nombre ira en grandissant tout au long de l'année : ils seront deux millions à avoir déserté dans ces conditions en octobre. Ils vont souvent jouer un rôle important dans la révolution paysanne qui avait reçu l'aval des assemblées paysannes réunies au printemps.

Terres confisquées

« Voici comment la révolution agraire se déroulait. À une heure préablement convenue, les cloches de l'église sonnaient et les paysans se rassemblaient avec leurs charrettes au milieu du village. Puis ils se dirigeaient vers le manoir, telle une armée de paysans, équipés de fusils, de fourches, de haches, de faux et de pelles. Le hobereau et ses régisseurs, s'ils n'avaient déjà fui, étaient arrêtés, ou tout au moins contraints de signer une résolution acceptant toutes les exigences de paysans. »¹

Si, au printemps, les exigences sont modérées – baisse du loyer de la terre, répartition du matériel, à partir de l'été, ils décident de la confiscation des terres de hobereaux. Elle s'accompagne souvent de l'incendie des demeures des nobles, du bris des machines qui avaient diminué l'emploi des ouvriers agricoles, de la destruction des richesses apparentes (peintures, sculptures, livres). Parfois, le noble cède ou s'en va, et le partage des terres se fait pacifiquement. Parfois, le noble et sa famille sont assassinés : *« Une bande de paysans conduits par certains soldats pénétrèrent de force dans la demeure du prince VV Sabourov et le taillèrent en pièces à coups de hache et de couteau. Ainsi vengèrent-ils dans le sang le rôle que son fils avait joué en tant que chef agraire local en*

1906, quand 12 paysans rebelles avaient été pendus au village sous les yeux de leurs femmes et de leurs enfants qui hurlaient. »²

Soviets de campagne

À l'approche des semailles d'automne, à partir de la fin du mois d'août, excédés par le refus du gouvernement provisoire de tenir ses promesses, les paysans partent en masse à l'assaut des domaines seigneuriaux. En septembre et octobre, *« près d'un millier de demeures seigneuriales sont ainsi mises à sac et brûlées... Pris de panique, les propriétaires fonciers, que ne protège plus aucune force du maintien de l'ordre, s'enfuient vers les villes. »³*

Pour les paysans, la disparition des juges, des fonctionnaires, des collecteurs d'impôts permet enfin, après les révoltes de 1902, 1905-1906 contre l'État et les propriétaires fonciers, de réaliser le partage de toutes les terres « en fonction du nombre de bouches à nourrir ». C'est aussi le rejet de toute tutelle sur les campagnes. Pour la grande masse des paysans, le soviets était la réalisation du gouvernement direct des villages par eux-mêmes. *« Les soviets paysans se conduisaient souvent comme des républiques villageoises qui ne prenaient guère en considération les ordres de l'État central. Nombre d'entre eux occupaient leurs propres forces de police, instituèrent leurs propres tribunaux, tandis que certains avaient même leurs propres drapeaux et emblèmes. La quasi-totalité d'entre eux disposaient d'une milice de volontaires, ou garde rouge, organisée par de jeunes paysans tout droit sortis de l'armée pour défendre le village révolutionnaire et ses frontières. »⁴*

Le principe élémentaire de la révolution, la fin de tous les privilèges sociaux, s'accompagnait de conceptions localistes du pouvoir.

Patrick Le Moal

1 – *La Révolution russe*, Orlando Figes, p 463

2 – *Ibid.*, p 464

3 – *La Russie en révolution*, Nicolas Werth, p 96

4 – *La Révolution russe*, Orlando Figes, p 579



À Petrograd, le 4 juillet 1917, la dispersion de la foule sur la perspective Nevski, après l'ouverture du feu par les troupes du gouvernement provisoire. DR

CES DÉCISIVES JOURNÉES DE JUILLET

Lorsque le 2 juillet, la population de Petrograd apprit l'échec de l'offensive russe, la situation se tendit très rapidement.

Stationnés dans le quartier industriel de Vyborg, les 10 000 soldats du 1^{er} régiment de mitrailleurs, l'unité militaire la plus importante de Petrograd, mais aussi la plus infiltrée par les bolcheviques, se mutinèrent, craignant d'être envoyés au front.

Le gouvernement débordé

Les mutins mirent en place un comité révolutionnaire et envoyèrent des émissaires dans les usines, dans les autres unités militaires de la capitale ainsi qu'à la base navale de Petrograd, pour leur proposer de se joindre à la manifestation qu'ils envisageaient d'organiser le lendemain, afin de demander la destitution du gouvernement provisoire et le transfert du pouvoir au Soviet. Le lendemain, 3 juillet, renforcés par les marins de Cronstadt et les autres unités militaires stationnées dans la capitale, mais aussi par des dizaines de milliers d'ouvriers, les soldats du 1^{er} régiment de mitrailleurs déferlèrent dans le centre de Petrograd pour arriver devant le palais de Taouride, siège du Soviet, afin de lui remettre le pouvoir. Totalement débordé, le gouvernement avait perdu le contrôle de la capitale, les rares points de résistance ayant été balayés par les manifestants armés. Pour la bourgeoisie, ces manifestations ne constituaient qu'une tentative de coup d'État des bolcheviques, dont les mots d'ordres – *« À bas les ministres capitalistes »* et *« Tout le pouvoir aux soviets »* – étaient ceux que les manifestants mettaient en avant.

La poussée bolchevique

L'insurrection de Petrograd mettait de fait en évidence l'extraordinaire montée en puissance des bolcheviques qui étaient en quelques semaines devenus la principale force politique de Petrograd, passant de 2 000 à 32 000 adhérents entre février et

juin 1917. Appuyés sur de nombreux journaux quotidiens, ainsi que sur des cercles organisant des dizaines de milliers de sympathisants, ils avaient acquis une très large influence tant dans les usines de Petrograd qu'au sein des unités militaires.

Depuis des mois, les bolcheviques menaient une campagne de masse, aussi simple qu'efficace, autour de deux grands mots d'ordre : « la paix » et « du pain », en expliquant que la condition pour les réaliser était de déposer les ministres capitalistes et de transférer le pouvoir au Soviet. C'est cette ligne que les mutins de Petrograd voulaient mettre en pratique et c'est pour cela qu'ils vinrent, le 4 juillet, devant la villa Kschessinska, siège des bolcheviques, leur offrir le pouvoir.

Qui pour exercer le pouvoir ?

La direction des bolcheviques se trouvait toutefois dans une situation peu enviable. Les manifestations des 3 et 4 juillet s'étaient en effet faites sur leurs mots d'ordre et avaient été animés par leurs propres militants. Toutefois, la situation concrète pointait une faiblesse majeure de leur politique : le mot d'ordre *« Tout le pouvoir aux soviets »* avait en effet un caractère abstrait, dans la mesure où le soviets de Petrograd – comme d'ailleurs la quasi-totalité des soviets de province – ne voulait pas de ce pouvoir et soutenait le gouvernement provisoire. Lors de la manifestation du 4 juillet, les manifestants avaient pu s'en rendre compte, lorsque Tchernov, qui en tant que leader des socialistes-révolutionnaires était l'un des principaux dirigeants du Soviet mais aussi ministre du gouvernement provisoire, leur avait annoncé que le Soviet ne voulait pas du pouvoir que la rue lui proposait. Si Tchernov avait été fort imprudent, puisqu'il n'avait eu la vie sauve que grâce à l'intervention de Trotski l'arrachant aux mains des manifestants qui avaient commencé à le lyncher, sa position posait toutefois un sérieux problème : comment envisager de transférer le pouvoir aux soviets... si ceux-ci ne voulaient pas l'exercer ?

Les bolcheviques se trouvaient ainsi devant une difficulté majeure, car ne pouvant s'appuyer sur le Soviet, les manifestations de juillet ne pouvaient trouver d'autre débouché qu'une dictature de leur propre parti. Or, si les bolcheviques avaient à Petrograd une puissance indéniable, ils restaient une force très minoritaire à l'échelle du pays. Tirant toutes les leçons de la Commune de Paris, les bolcheviques ne voulaient en aucun cas instaurer une commune de Petrograd qui succomberait en quelques semaines. Dans ces conditions, non sans hésitations et divisions, la direction du parti apporta son soutien aux manifestants... tout en se refusant à prendre le pouvoir que ceux-ci leur proposaient.

Retour à l'ordre

De fait, le vent était en train de tourner. Le 5 juillet, tandis que les manifestants, privés de tout objectif politique concret, n'avaient d'autre solution que de retourner dans leurs casernes et leurs usines, la presse bourgeoise publiait de pseudo-révélation qui accusaient Lénine d'être un agent allemand. S'imposant comme l'homme fort du gouvernement, Kerenski en profita pour rassembler quelques troupes et prendre d'assaut la villa Kschessinska. Le gouvernement fit saisir la presse bolchevique et arrêter ses principaux dirigeants, accusés de trahison et de sédition, à l'exception de Lénine qui parvint à s'enfuir en Finlande. Devenu chef du gouvernement, Kerenski se posa en garant du retour à l'ordre, ordonnant en particulier le rétablissement de la discipline militaire, en faisant restaurer le 12 juin la peine de mort au front. Les journées de juillet 1917 s'achevaient ainsi dans la confusion par une apparente victoire de la réaction. Si les bolcheviques semblaient être les grands vaincus de cette confrontation, le succès du gouvernement provisoire n'était toutefois qu'apparent. À la tête d'un pays en voie de désintégration, bien décidé à poursuivre une guerre que son armée n'avait plus la capacité de poursuivre, Kerenski n'avait en réalité pas les moyens de sa politique. Ses jours étaient désormais comptés...

Laurent Ripart



Des paysans russes pauvres. DR

CONCARNEAU (29) Unis contre l'hôstérité!



En 2014, la convergence des hôpitaux contre l'hôstérité dans la rue. PHOTO:THÈQUE ROUGE / MILO

Une centaine de personnes représentant 28 comités locaux ont participé les 23, 24 et 25 juin derniers à Concarneau aux 27^e rencontres de la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité.

L'ordre du jour était dense, ponctué de moments conviviaux autour de repas. Le premier atelier concernait l'accès aux soins des personnes en perte d'autonomie, introduit par une camarade de la Commission Santé, Sécu et Sociale du NPA. Celle-ci a insisté sur les populations concernées par cette notion : les personnes âgées mais aussi les personnes dites handicapées, concluant sur des propositions du NPA comme contribution au débat. Le second atelier portait sur les attentes des comités locaux, avec la coordination nationale mais aussi les liens avec les médias et le travail en coopération avec les syndicats de salariés.

Cette première journée de travail s'est terminée par un débat public sur les solutions possibles aux difficultés d'accès aux soins, dont la création de centres de santé : celui créé par la municipalité de Bergerac (24), et la bataille pour l'ouverture d'un centre à Concarneau.

Construire le lien

La matinée du dimanche a été conclue par une assemblée générale qui a élargi ses statuts à la question de l'accès aux soins pour touTEs. Comme l'a précisé Hélène Derrien, présidente de la coordination nationale : « La notion de proximité que nous défendons n'a pas changé dans le sens où elle reste un axe majeur de notre combat. Mais les formes que prend sa défense ont, elles, évolué. On ne se contente plus de défendre des services hospitaliers et des maternités de proximité. Nous intégrons l'ensemble des services qui participent à l'accès aux soins. (...) Nous voulons tisser encore plus de liens avec les comités locaux, afin de nous battre sur un nouvel enjeu : gagner la bataille de la transparence sur les programmes régionaux de santé, actuellement élaborés dans la plus grande opacité. Nous réaffirmons aussi notre attachement à la Sécurité sociale et à un remboursement des soins à réellement 100% de leur coût. Nous le faisons en lien avec la Convergence nationale des services publics, en solidarité avec les personnels de ces services, avec les médecins. »

Bref, un week-end dense d'élaboration pour repartir mieux armés pour de nouvelles batailles.

Correspondante

CONVERGENCES Construire la riposte de celles et ceux qui ne sont rien

Pas de trêve estivale pour Macron et son gouvernement socialement minoritaire mais plus que jamais décidé à mettre en œuvre les quatre volontés du patronat.

Blocage des salaires des fonctionnaires, poursuite de la remise en cause totale des maigres concessions sur la pénibilité, rétablissement du jour de carence dans la fonction publique, préparation de nouveaux reculs sur les retraites : rien n'échappe à la rapacité des donneurs d'ordres patronaux et à ce gouvernement qui en est le serviteur zélé.

Marche arrière, toute!

Le pouvoir utilise les dispositions organisant la mise en œuvre des ordonnances massacrées des droits des salariéEs en maintenant le flou et des ambiguïtés, certes très relatives, mais qui permettent aux directions syndicales de justifier leur respect des impasses du dialogue social.

L'enjeu des contre-réformes contenues dans les ordonnances jointes à celles annoncées pendant la campagne électorale de Macron consiste en un bouleversement du système de relations sociales qui résulte de plus d'un siècle de luttes. La remise en cause de la hiérarchie des normes, les très larges prérogatives données aux accords d'entreprises, la généralisation des référendums, la réduction drastique du nombre des institutions représentatives du personnel (IRP) et la suppression du mandatement syndical pour la signature d'accords d'entreprise donneraient de très larges possibilités aux patrons pour imposer leur dictature, celle des profits. La barémisation des indemnités prud'homales, la facilitation des licenciements et la création de contrats de travail toujours moins protecteurs dégraderaient encore davantage le rapport de forces. Les suppressions systématiques de cotisations patronales, le développement de la CSG et la mainmise étatique sur l'assurance chômage mettraient en cause tout le financement de l'ensemble de la protection sociale.



Lors d'une manifestation contre la loi travail à Paris en avril 2016. PHOTO:THÈQUE ROUGE / JMB

Partir de la réalité

Face à une offensive d'une telle ampleur, il est indispensable d'envisager la riposte comme nécessairement massive, inscrite dans la durée, passant inévitablement par la grève, le blocage de l'économie. C'est dans ce cadre qu'il faut penser et mettre en œuvre des échéances de mobilisation qui donnent confiance pour la poursuite des actions. Malheureusement, les défaites passées, y compris celle enregistrée l'an dernier contre la loi travail, pèsent sur les capacités de riposte des travailleurEs et sur la crédibilité d'une bataille enfin victorieuse. L'abstention constatée lors des récentes élections se réfracte sur le terrain social. On ne peut se contenter de lui donner le sens univoque d'un refus des politiques passées ou proposées, car il s'agit aussi d'une prise de

distance avec « la » politique c'est-à-dire tout ce qui ressort du collectif, du positionnement de camp social, de classe. L'affaiblissement militant et politique des syndicats même combatifs et radicaux est le miroir de la perte de confiance dans tout ce qui est censé représenter les plus défavoriséEs, au plan politique comme au plan social.

Certes des résistances existent. Mais, dans le contexte de violence des attaques de la bourgeoisie et de la politique au mieux dilatoire, au pire de franche collaboration via le « dialogue social » des directions nationales des confédérations syndicales, se développe une exaspération minoritaire, éventuellement radicale tant dans les revendications que dans la volonté d'affrontement « physique ». Ce que l'on retrouve dans diverses manifestations mais aussi dans des luttes comme celle des GM&S. Une volonté exaspérée de refuser les reculs sociaux qui s'exprime dans le succès relatif des initiatives du Front social¹.

Relever le défi

Sur le front de la lutte contre les ordonnances, outre le Front social, des initiatives se construisent

comme celle du Collectif unitaire national autour de l'appel « Pour un droit social protecteur des salariéEs »² regroupant syndicats CGT, Solidaires, FSU, partis politiques, personnalités et associations. Sur d'autres terrains, la même nécessité de ripostes et de mobilisations se concrétise par des collectifs, des regroupements : contre la répression avec le « Comité de défense des libertés ouvrières et syndicales à PSA »³, en riposte à l'indigne traitement envers les migrantEs et leurs soutiens, autour de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Nous devons, à partir du rapport de forces réel et de l'appréciation que l'on peut porter sur les possibilités de mobilisation contre la nouvelle loi travail, contribuer à la prise de conscience des enjeux de cette loi et de l'urgente nécessité de se mobiliser contre elle. Pour imposer un autre calendrier aux organisations qui structurent le mouvement ouvrier, il est indispensable de parvenir à mettre en mouvement des secteurs significatifs de la classe ouvrière, des jeunes, de touTEs celles et ceux qui ont tout à craindre de la politique annoncée par Macron et Philippe.

Regrouper les forces existantes, coordonner les mobilisations réelles est à l'ordre du jour. Cela suppose de travailler à la construction de cadres collectifs à dimensions et réalités locales variables. Ici intersyndicale locale, départementale, plus ou moins large, ici comité « Front social ». Unifier, convaincre par la lutte, dans la lutte. Se saisir de toutes les initiatives comme la manifestation appelée par le Front social et d'autres collectifs, le 14 juillet⁴. Et, le 12 septembre toutes et tous en grève et dans la rue!

Robert Pelletier

1 - Sur Facebook: Front social

2 - <http://poumoudroitssociaux.fr>

3 - <https://www.change.org/p/carlos-tavares-stop-aux-atteintes-aux-libertes-ouvrieres-et-syndicales-dans-le-groupe-psa>

4 - À Paris, 14 heures place Clichy. Voir les autres rdv en régions sur la page Facebook du Front social.

GEODIS BRUGES (33) En grève et déterminés

Les salariés de la plateforme logistique Geodis BM Aquitaine, à Bruges près de Bordeaux, sont en grève!



DR

Depuis le 27 juin, ils sont 12 grévistes. Geodis, filiale de la SNCF, est un sous-traitant de La Poste en ce qui concerne le triage et l'acheminement des colis. Les grévistes dénoncent leurs conditions de travail, revendiquent des augmentations de salaires, un 13^e mois, la réévaluation de leur prime de panier à hauteur de la convention collective. Ils sont en effet payés au Smic et travaillent dans des locaux

insalubres. L'entrepôt est vieux et poussiéreux. La température peut aller jusqu'à 40 °C et les douches sont inutilisables.

Après deux mois de préparation, les salariés ont décidé de ne plus accepter ces conditions et de se mettre en grève. Ils occupent le site tous les jours de 8 heures à 5 heures du matin, soutenus par les camarades de Sud PTT (qui ont fait grève en solidarité au début du mouvement), des militants de la

CGT, de FO Transports, de la CNT. Un blocage a même été organisé par ces militants, une semaine après le début du mouvement, pour empêcher les camions de prendre leur marchandise.

Conditions de travail en solde...

Malgré la transformation, à la demande de la direction, de salariés des bureaux en manutentionnaires, ainsi que le transfert de salariés de Paris, tout tourne au ralenti. Un manque à gagner pour Geodis car tout retard doit en effet être remboursé. La tuile en cette période de soldes! Pour l'instant la direction ne veut rien lâcher sauf si les grévistes reprennent le travail... Face à la détermination des salariés, elle a

suspendu l'activité sur le site et plus aucun camion ne part. Les grévistes tiennent bon. La rencontre avec Philippe Poutou les a encouragés. Les grévistes apprécient la solidarité militante qu'ils découvrent : ils sont allés soutenir les camarades de Ford vendredi 7 juillet à la préfecture, où une délégation de l'usine de Blanquefort devait rencontrer la direction de Ford Europe à propos des emplois toujours menacés.

Sur le piquet de grève, de nombreuses discussions sur la nécessité de ne plus accepter d'être exploités, de se battre, et de combattre Macron et ses mesures. La lutte continue, les échanges aussi!

Correspondante

SANTÉ On ne restaurera pas la confiance par l'obligation vaccinale!

Face aux 41 % de Français qui s'interrogent sur les vaccins, le gouvernement a décidé d'une mesure qui a pourtant déjà fait la preuve de son inefficacité : porter de trois à onze les vaccins obligatoires pour les enfants. Inefficace, car la France, malgré son obligation vaccinale, a en réalité des taux de vaccination inférieurs à beaucoup de pays européens qui prônent simplement une liste de vaccins recommandés.

Le risque d'une couverture vaccinale trop basse, c'est la réapparition de flambées épidémiques, comme la France a pu en connaître en 2008 avec la rougeole : 23 000 enfants touchés, 1 500 pneumopathies graves,

34 atteintes neurologiques et dix enfants décédés. En Espagne, la diphtérie avait disparu depuis 1987 grâce aux vaccinations. Un nourrisson en est mort en 2015 à Barcelone. Ses parents avaient refusé de le faire vacciner. Ils ont depuis porté

TOULOUSE La direction du CHU fait la chasse aux syndicalistes!

Depuis maintenant un an la situation s'est tendue au CHU: les conflits individuels et collectifs se sont multipliés face à la dégradation des conditions de travail des hospitalierEs.

À l'image de ce qui se passe au niveau national, à Toulouse ce sont 150 postes qui ont été supprimés en deux ans, alors même que nous estimons qu'il aurait fallu en créer 500. Pour faire avaler ces suppressions aux agents, la politique de management s'est durcie et atteint désormais des sommets dans le harcèlement quotidien que subissent les agents. Souvenons-nous qu'en juillet 2016 quatre agents se sont suicidés à Toulouse. Inévitablement, pour les syndicalistes le travail quotidien pour défendre les collègues et organiser les bagarres s'est lui aussi accru.

Avril 2017: la direction cherche à siffler la fin de la récréation

Conséquence: il y a trois mois, six des dix élus CGT du CHSCT de l'hôpital Purpan ont reçu des notifications de lancement de procédures disciplinaires. Les faits reprochés sont des plus étonnants: «*tel jour à telle heure vous avez présenté des revendications à l'encadrement*», «*vous avez demandé à voir les plannings*», ou encore «*vous avez envoyé un mail raillant et irrespectueux à la cadre supérieure*»... Rien d'illégal puisque cela correspond parfaitement aux missions des élus CHSCT.

Pour l'une des six concernéEs, ancienne secrétaire du CHSCT, ce sont pas moins de 20 rapports qui ont été dressés contre elle dans son service en l'espace de deux mois... Nous avons également découvert que des documents ont été trafiqués (dates modifiées, morceaux de mails effacés) et, pire encore, des rapports et même une plainte sont mensongers! Une cadre explique ainsi qu'elle a été «*poursuivie dans le couloir, menacée, harcelée*». Manque de chance pour la direction, nous avons par précaution pris l'habitude d'enregistrer, voire de filmer les situations potentiellement conflictuelles. On entend ainsi la cadre ayant porté plainte dire «*Suivez-moi, on va ensemble voir la cadre supérieure si vous voulez*», sans qu'il y ait aucune menace. Nous avons porté tous ces éléments au rapport contradictoire, pensant que la direction allait être obligée de faire marche arrière.

Cinq blâmes et une mutation forcée

C'est ce qu'ont reçu les militantEs il y a trois semaines. La direction a fait le choix d'écraser coûte que coûte la contestation malgré



DR

les preuves évidentes du montage des dossiers. Ils cherchent à effrayer et à décourager les syndicalistes. Nous ne nous laisserons pas faire et avons bien évidemment décidé d'aller devant le tribunal pour faire tomber ces sanctions et annuler la mutation de la camarade. De plus, nous leur montrons qu'ils ne nous ferons pas taire et que nous avons

conscience que s'ils nous tirent dessus, c'est parce que notre travail quotidien les dérange dans leurs projets de casse des services: nous continuons à défendre les agents et à être au côté de celles et ceux qui se mobilisent, comme sur la grève de la crèche de l'hôpital, en cours depuis le 27 juin.

Pauline Salingue

Le 29 juin, Médecins du Monde, RESF Rouen et Eure, Ahsseti du Havre, la Cimade, le Collectif des sans-papiers, la Ligue des droits de l'homme, le Réseau solidarité migrants, Welcome, les Amigrants, la FCPE, la Pastorale des migrants, le Collectif 76 des travailleurs sociaux, ont appelé à se retrouver devant le palais de justice de Rouen.

«Le conseil départemental et l'État en accusation»

Objectif: obliger le conseil départemental, l'ASE (aide sociale à l'enfance) et l'État à prendre en charge des mineurs isolés, actuellement à la rue – et très impliqués dans la préparation du rassemblement. Un Zodiac a été posé devant le palais de justice, et deux banderoles ont été déployées: «*le conseil départemental et l'État en accusation*», «*des jeunes en danger dans nos rues*». Les gens avaient répondu

ROUEN (76) «MineurEs en danger dans nos rues»



DR

nombreux à l'appel, ainsi que les médias. Nous avons alerté le conseil départemental et l'ASE que nous resterions jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée, avant de nous rendre directement à l'ASE, faute de réponse. Une délégation a alors rencontré des représentants de la préfecture, du conseil départemental et de l'ASE, sans aucun résultat! Après notre retour à l'ASE, où les jeunes nous attendaient, ainsi qu'une quarantaine de personnes restées patiemment

à attendre la délégation. Les cars de police étaient nombreux dans la rue et des policiers ont alors investi les locaux avant de nous évacuer brutalement. Des personnes sont tombées et un des mineurs, âgé de 15 ans, a été embarqué sans aucune raison. De longues parlementations ont permis d'obtenir sa libération. La journée s'est finie à la mairie de Rouen où avait lieu une vente aux enchères de tableaux en faveur des réfugiés. Le maire et des adjoints ont été saisis du problème et une solution d'hébergement à l'hôtel a été trouvée pour... quatre nuits. Un bref répit. Le combat continue pour obliger les pouvoirs publics à prendre en charge les mineurEs, comme la loi les y oblige.

Correspondante

GRANDS PROJETS INUTILES «Vinci dégage! Ni les thunes ni le bitume!»

Le week-end des 1^{er} et 2 juillet, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées à Saint-Maurice-sur-Dargoire, dans l'ouest lyonnais contre le projet de l'A45.

Le rassemblement fut incontestablement une réussite, renforçant encore un peu plus la détermination des opposantEs à cette autoroute. Une large unité a pu s'exprimer, tant du côté des paysans (375 fermes sont menacées), que des nombreuses organisations militantes présentes. Depuis des années maintenant, les pouvoirs publics parlent de cette possible autoroute entre Lyon et Saint-Étienne. Plus précisément, elle relierait Brignais à La Fouillouse et serait censée répondre aux nombreux problèmes d'embouteillages sur l'A47 déjà existante. Il est vrai que ces difficultés sont bien connues de toutes les personnes qui ont à faire le trajet Lyon-Saint-Étienne quotidiennement. Mais à creuser un peu, ce projet est bien moins utile qu'il n'y paraît.

Un projet à plus de 1,2 milliard: jackpot pour Vinci et catastrophe écologique

L'A45 sera financé sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP). Cela signifie que pendant des dizaines d'années, l'État devra reverser d'énormes sommes d'argent à l'entreprise ayant construit l'autoroute, en l'occurrence Vinci. Et finalement, c'est l'assurance d'une dette pour les générations futures, au profit d'une poignée d'actionnaires privilégiés. L'A45 est également une catastrophe écologique annoncée. Alors que les pics de pollution sont de plus en plus fréquents, que le réchauffement climatique n'a jamais été aussi menaçant, les capitalistes produisent toujours plus. Toujours plus de voitures, toujours plus d'autoroutes, toujours plus de béton: en 10 ans, c'est 1% du territoire français, soit l'équivalent de la surface d'un département, qui a été bétonné. Et tout indique qu'il faudrait au contraire ralentir et même inverser la tendance.

Une lutte anticapitaliste à mener: ne rien lâcher!

Ce projet est d'autant plus inutile et scandaleux que d'autres solutions seraient envisageables. Il serait par exemple bien moins coûteux et plus durable de rénover l'A47 déjà existante. Autre mesure indispensable: un financement massif des transports en commun avec la mise en place des transports publics gratuits pour touTEs. En juin, le projet de l'A45 a été validé par le Conseil d'État. Mais il doit encore être ratifié par le ministère de la «transition écologique et solidaire», avec à sa tête Nicolas Hulot. Le fait qu'il ne se soit pas encore prononcé sur le sujet peut laisser quelques espoirs, mais n'est pas pour autant rassurant: le courage politique de Nicolas Hulot pourrait s'arrêter là où commencent les intérêts capitalistes.

Les opposantEs n'ont pas grand-chose à attendre de ce gouvernement et de ce ministère. Au contraire, il nous faut combattre sa politique de «capitalisme vert», ce qui passe par des luttes massives. Le rassemblement de Saint-Maurice-sur-Dargoire était une étape. Continuons le combat!

Correspondant

plainte contre les ligues anti-vaccination qui avaient inspiré leur refus fatal.

Scandales à répétition

La raison de cette défiance, particulièrement marquée en France, ce sont les scandales à répétition, qui révèlent les liens incestueux unissant ministres de la Santé, laboratoires et spécialistes du Haut Comité de la vaccination. On se souvient ainsi du scandale de la vaccination de masse, en 2009, contre la grippe H1N1, qui allait se révéler rapidement inoffensive. Un scandale à 2,2 milliards d'euros, qui a fait durablement chuter le taux de vaccination des plus âgés contre la grippe. Le choix français de la vaccination universelle contre l'hépatite B est aussi un échec: de très nombreux adultes sans facteur de risque ont été vaccinés, à l'âge où les poussées de sclérose en plaques sont maximales,

et le vaccin a été mis en accusation. La méfiance est de mise et au total, en France, seuls 40% des nourrissons de deux ans sont vaccinés contre l'hépatite B, à comparer à des taux de 95% en Europe du Sud. Sous-vaccination parmi les populations cibles, sur-vaccination et prise de risque pour les autres: un échec complet, sauf pour les profits de GSK et Sanofi. Ces politiques scandaleuses, plus inspirées par la recherche du profit que par une analyse du rapport bénéfice-risque, laissent la place libre au discours des anti-vaccination. On discute des liens entre vaccination hépatite B et sclérose en plaques. Mais qui sait que chaque année en France 1300 personnes décèdent d'une hépatite B, par cirrhose ou cancer primitif du foie? Une balance bénéfice-risque favorable pour ce vaccin, selon la revue indépendante *Prescrire*, qui propose de vacciner les

nourrissons à un âge où il n'y a pas de sclérose en plaques. Balance bénéfice-risque scandaleusement défavorable à l'opposé pour le vaccin anti-rotavirus, pourtant un temps incorporé à la liste des vaccins recommandés. Deux décès de nourrissons après vaccination, alors que le rotavirus tue moins de dix enfants en moyenne par an en France!

Rétablir la confiance

On ne restaurera pas la confiance en passant par l'obligation vaccinale. Encore moins quand la décision vient d'une ministre de la Santé, Anne Buzyn, qui à la tête de la Haute Autorité de santé mettait en doute l'utilité de l'indépendance des experts, osant même déclarer que l'indépendance «pose la question de la compétence». Rétablir la confiance passe obligatoirement par un travail de



conviction des parents et des médecins. Par un vaste débat démocratique et pas une parodie de concertation. Par la rupture sans équivoque de tous les liens

d'intérêts entre experts et industrie. Par la co-organisation de ces débats par les associations de malades qui se battent pour des vaccins plus sûrs, sans adjuvants aluminiques par exemple, parfois responsables d'une pathologie neuro-musculaire, la myofasciite à macrophages. Par le financement des études sur cette pathologie et la mise à disposition d'un vaccin sans aluminium, puisqu'il existe une alternative avec le phosphate de calcium.

Lever le soupçon, c'est le seul moyen de faire accepter à des populations cibles bien définies, une liste réduite de vaccins recommandés, utiles, bien testés, gratuits, aux effets secondaires limités et socialement acceptés. Pour le bénéfice de touTEs... à l'exclusion de l'industrie pharmaceutique!
Frank Cantaloup

Souscription**Parlons d'argent, toujours...**

Nouvel épisode de notre modeste chronique fiscale. Le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, venons-y enfin. Derrière l'affichage publicitaire, la réalité sera tout autre. Elle ira même en empirant...

Voyons d'abord ce qui ne change pas. Une déclaration sur les revenus de l'année précédente sera toujours nécessaire. Vous continuerez donc de payer sur ce que vous avez gagné, et pas sur ce que vous gagnez. Le principal effet pervers de ce fonctionnement est connu : quand les revenus chutent, l'impôt ne s'adapte pas tout de suite, avec les conséquences mécaniques sur le porte-monnaie. Voyons ensuite ce qui change, en mal bien sûr... Avant tout, on passera d'un système où l'on perçoit des revenus avant impôt à un système où l'on perçoit des revenus après impôt. Le problème d'adaptation de l'impôt au revenu présent va donc se radicaliser. Il sera impossible d'anticiper une chute de revenu ou de rectifier rapidement une erreur de calcul. La trésorerie des contribuables est donc mise à contribution de celle de l'État, qui taxe (insistons) d'abord et discute ensuite (ou pas).



PHOTO THÈQUE ROUGE / DREAM

D'autre part, en cas de très faible revenu, voire d'absence de revenus, y compris d'indemnisation chômage, comment l'impôt sera-t-il acquitté ? En imposant plus fortement les maigres revenus touchés afin d'atteindre malgré tout le compte final ? Mais alors, à partir de quand dans l'année ? Et sinon, à l'ancienne, en versement direct ? Car il s'agira toujours, contre toute apparence, d'un impôt sur les revenus passés et pas d'une taxe sur un échange présent. Aujourd'hui comme après la « réforme », vous devrez donc cet impôt, même si vous êtes fauché. Le prélèvement à la source ne sera donc jamais total ni régulier, sauf pour celles et ceux ayant la chance d'avoir un emploi stable... Et pour les professions libérales, comme cela fonctionnera-t-il ?

Prélèvement à la source... des capitalistes

De plus, la collecte de cet impôt par les entreprises génèrera forcément des erreurs et un manque à gagner par le jeu du manque de formation, de la désinvolture, des faillites et des fraudes. À l'arrivée, c'est un risque de dégradation du taux de recouvrement qui était dans le système actuel de 99% ! Sans parler des baisses d'effectifs que cette sous-traitance aux entreprises va générer dans l'administration fiscale.

Le prélèvement à la source, c'est donc une mesure d'austérité à tous points de vue : sous-traitance au privé ; casse du service public par la combinaison d'une chute des effectifs et la dégradation du service rendu ; baisse du taux de recouvrement de l'impôt ; philosophie du « payer d'abord, discuter ensuite »...

Cette mesure s'inscrit dans une logique fiscale globale où la facture d'une politique d'austérité en faveur du capital se paye par les deux côtés de la pièce. Côté pile par la dégradation du service public et la régression sociale (chômage, maladie, vieillesse). Côté face par le transfert des prélèvements vers la TVA, la CSG et les impôts locaux de tous les cadeaux faits aux entreprises (CICE, etc.). Car l'austérité au sens étroitement comptable a ses limites : il faut bien aller chercher un peu (beaucoup) d'argent quelque part, selon une « certaine » répartition des richesses.

En soutenant le NPA, vous œuvrez pour un autre prélèvement à la source : celui des richesses dans la poche des capitalistes.

Sylvain Madison

POUR VERSER À LA SOUSCRIPTION :
<https://souscription.npa2009.org>

L'intégralité du programme sera disponible dans quelques jours, mais apportons déjà quelques compléments à l'article publié il y a deux semaines (voir *l'Anticapitaliste* n°390).

Name dropping, suite...

Nous l'avons déjà dit, seront parmi nous fin août : l'historien Jean-Jacques Marie, le sociologue Alain Bihr, l'intellectuel et militant grec Stathis Kouvelakis, l'écrivaine de roman noir Dominique Manotti, le médecin Valérie Auslender, le journaliste Pierre Puchot, la docteure en sciences de l'éducation Laurence de Cock et l'historien Jean-Baptiste Fressoz...

À cette première salve de participantEs, nous pouvons déjà en rajouter de nouveaux, comme autant de nouveaux thèmes abordés. Ainsi, un habitué des lieux, Edwy Plenel, cofondateur de *Mediapart*, viendra nous parler du journalisme indépendant, notamment comme contre-pouvoir. Intellectuel militant de l'écosocialisme, Daniel Tanuro sera aussi présent pour nous parler de Trump et du trumpisme sur lequel il prépare un nouveau livre. Des militants du journal *l'Envolée* seront aussi parmi nous pour évoquer la question des prisons. Le docteur Philippe Michaud abordera aussi les questions d'addictologie. Et le physicien Hubert Krivine nous délivrera une de ses séances scientifiques dont il a le secret...

Université d'été**Et je dirais même plus...**

Ça commence à se savoir : la 9^e Université d'été du NPA a lieu au Village-Club Rives des Corbières à Port-Leucate du dimanche 27 au mercredi 30 août inclus...



À la rencontre de nos invitéEs... PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Soirées d'été

Comme chaque année, entre échanges un verre à la main sous la pergola, projections et rencontres, il n'y aura qu'à choisir... Passé la première soirée de dimanche, au cours de laquelle se tiendra le meeting de rentrée du NPA, les participantEs pourront profiter de nos invitéEs et intervenantEs. À commencer par la présence du grand réalisateur haïtien Raoul Peck qui viendra nous parler de

ses films *I Am Not Your Negro* ainsi que du *Jeune Karl Marx*. Célébré à sa sortie en salle il y a quelques mois, le premier revient sur la lutte des Afro-Américains pour l'égalité, mettant en scène les écrits précieux de James Baldwin. Le second, film de fiction projeté en avant-première (il sortira en salle le 27 septembre), nous présente un jeune journaliste et philosophe appelé Karl Marx, sa rencontre décisive avec Friedrich Engels et leur engagement révolutionnaire.

Florence Joshua présentera son film documentaire *Nous vengerons nos pères* consacré à l'engagement internationaliste et antifasciste d'une certaine génération dans les années 1960-1970.

D'autres thèmes seront aussi abordés : dans le cadre de projections (*les Maux du travail* avec le film de Michel Szempruch, présenté par son auteur, le parcours de l'écrivaine Suzanne Roussi Césaire présentée par la militante martiniquaise George Arnauld), de rencontres (Dominique Manotti aussi en soirée autour de son œuvre, Michael Löwy sur les surréalistes et la révolution d'octobre 1917), etc. Une dernière fois, prenez bien note des dates de l'Université d'été (accueil le samedi 26 août à partir de 14 heures, départ jeudi 31 après le petit-déjeuner) et surtout ins-cri-vez-vous !

Commission Université d'été

PLAQUETTE D'INSCRIPTION ET MODULE D'INSCRIPTION EN LIGNE :

<https://npa2009.org/ue2017>

En campagne**Notre-Dame-des-Landes : sous le soleil d'un autre monde possible**

Ces 8 et 9 juillet 2017, près de 20 000 personnes venues de toute la France se sont rassemblées à Notre-Dame-des-Landes. Cette dix-septième édition du rassemblement estival a vu converger toutes les luttes pour un autre monde.



Toutes les luttes sont à NDDL. DR

Loin de la pression de l'année 2016, quand le Premier ministre Valls promettait une expulsion à l'automne... Le contexte politique s'est modifié. Le PS et la droite traditionnelle ont été évincés du pouvoir, laissant la place à un gouvernement qui n'entend pas payer les errements des précédents.

Un optimisme dubitatif s'est installé : la nomination de « médiateurs » par le gouvernement laisse espérer la nouvelle étude du projet d'aéroport que les opposantEs réclament depuis tant d'années.

Comme un parfum de victoire

C'est pourquoi cette édition s'interrogeait déjà sur l'avenir : que faire de la Zad après l'abandon possible du projet d'aéroport ? « *Travailler avec les jeunes à construire de nouveaux modèles pour une agriculture différente* », répond Sylvain Fresneau, agriculteur militant. C'est que, depuis 2009, la rencontre improbable de jeunes révoltés et de paysanEs militants s'est faite. Les projets d'installation agricole et l'expérimentation d'un mode de vie différent, aussi à l'abri que possible du monde capitaliste, ne sont pas qu'une utopie. Des solidarités concrètes sont à l'œuvre. Des solidarités qui ravivent la mémoire locale. Car en Loire-Atlantique, l'alliance des militantEs ouvriers et des paysans est un héritage historique : de 1968 au mouvement des paysans-travailleurs ou à la lutte contre la centrale nucléaire du Pellerin, cette alliance a été porteuses de victoires ancrées dans les mémoires. Des victoires qui ont permis les solidarités avec celles de Plogoff ou du Larzac, des

victoires réciproques en somme. À NDDL, la convergence des luttes traverse le temps. C'est sur ce terroir qu'a mûri la lutte contre le projet d'aéroport à NDDL, comme un bon vin aux arômes riches et complexes. Jusqu'à faire converger toutes les luttes actuelles.

Une cité politique

D'année en année, les débats à NDDL se font plus politiques. Non seulement parce que les demandes

d'intervention sont si nombreuses qu'il faut bien que les organisateurs les regroupent dans des thèmes plus généraux, mais surtout parce que la solidarité est contagieuse. Des projets miniers à Europacity, les luttes locales se répondent. De la répression à la solidarité avec les migrantEs et au racisme policier, les luttes globales se discutent. NDDL est devenue une véritable cité politique.

C'est pourquoi le NPA s'est efforcé d'associer autant que possible les

syndicalistes aux débats de cette année. Presque absents les années précédentes, ceux de Solidaires et de la CGT (sur les transports, l'emploi, l'écologie ou l'exploitation des marins) ont répondu présent. Il y a quelques années, nombre d'habitants de la Zad, d'inspiration « autonome », ne voulaient même pas entendre parler des syndicats ouvriers, assimilés à l'institution étatique. Depuis, les solidarités de la lutte contre la loi travail ont porté leurs fruits. Le débat sur la loi travail et les ordonnances Macron, avec notre camarade Simon, a rassemblé près de 450 personnes sous le grand chapiteau. Celui sur les transports gratuits associait notre camarade Patrick Le Moal et un cheminot de Sud-Rail ; un syndicaliste du groupe Vinci (constructeur possible de l'aéroport) et un postier de Solidaires ont débattu du lien entre luttes écologiques, luttes sociales et capitalisme avec notre porte-parole Christine Poupin... Si la lutte de Notre-Dame-des-Landes n'a pas encore gagné l'abandon du projet d'aéroport, elle a déjà gagné, par les convergences qu'elle a permises, la certitude que l'unité des luttes est possible.

Bertrand Achel et Sandra Cormier

Cinéma

Une estancia de milliers d'hectares, des troupeaux de moutons, un paysage magnifique qui se couvre entièrement de neige, une rivalité entre deux hommes, du suspense... On trouve dans le film d'Emiliano Torres tous les ingrédients d'un western, mais aussi et surtout une description sans fioriture d'une société où chacun doit rester à sa place même si l'économie évolue (le touriste devient plus rentable que le mouton...).

Au sommet, il y a celui qu'on ne voit pas : le propriétaire de l'estancia. Vient ensuite celui qui apparaît de temps en temps : un intendant. Il y a aussi des intermédiaires chargés de payer les salaires, d'apporter les provisions, voire de fournir alcool et prostituées pour éluder les revendications des tondeurs. Chaque année, en effet, durant l'été, des ouvriers saisonniers doivent assurer la tonte des moutons. Un homme vit et travaille en permanence sur l'estancia : le contremaître.

Patagonia, el invierno d'Emiliano Torres

Avec Alejandro Sieveking, Cristian Salguero et Adrián Fondari. Sortie le mercredi 28 juin

Au début du film, le contremaître, c'est Evans, mais il vieillit. Un été, parmi les saisonniers, arrive un jeune, Jara, qui doit sous peu devenir son second. À la fin de la saison, une fois formé, Jara est promu... et Evans brutalement prié de partir. L'hiver arrive, et Jara se prépare à le passer seul, loin d'une famille qu'il a cachée à ses employeurs (c'était la condition pour obtenir le poste). Mais des signes bizarres se multiplient sur l'exploitation...

Le duo de comédiens qui joue Evans et Jara et les paysages suffisent à faire de *Patagonia, el invierno*, un



film à voir. Par ailleurs, pour qui connaît un peu l'histoire de l'Argentine, ce film est plein de résonances : en 1920-1921, les ouvriers des estancias patagones engagèrent une lutte massive pour leurs revendications parmi lesquelles l'arrêt des baisses de salaire, l'interdiction d'héberger plus de trois hommes dans un logis de 16 m², un jour férié par semaine, un paquet de bougies par semaine... Mais face à la détermination des grévistes, le gouvernement envoya l'armée qui fusilla au total 1500 ouvriers et grévistes.

Henri Wilno

Le Caire confidentiel de Tarik Saleh

Avec Fares Fares, Mari Malek et Yasser Ali Maher. Sortie le mercredi 5 juillet

Le titre français (titre original : *The Nile Hilton Incident*) fait référence au film de Curtis Hanson *L.A. confidential*. Comparable par le genre, la ville, les flics, les « femmes fatales », mais pas plus. Plutôt l'anti L.A. : ici pas de super flics tirés à quatre épingles, mais un point de vue au ras du sol d'une ville grouillante, au niveau des flics du quartier, ripoux, qui se la partagent en coupe réglée. Une chanteuse assassinée dans une chambre du Nile Hilton sous les yeux d'une femme de ménage soudanaise. Nourredine enquête mais chaque question qu'il pose l'expose de plus en plus.

L'histoire se situe juste avant la chute de Moubarak en 2011, et le tournage a lui-même été perturbé par la censure. Tarik Saleh s'est vu interdire à la dernière minute le tournage au Caire et a dû se rabattre sur la ville de Casablanca

où il a recréé sa ville en studio. Une prouesse tant le résultat est époustouffant. Presque jamais de grands espaces qui n'ont rien à dire tant ils sont plats et désertiques : la ville toute en gros plan, des rues sordides aux luxueuses villas de la coterie des amis du président. Et la corruption à tous les étages. Pourquoi ce flic s'acharne-t-il alors que tout l'incite à passer à autre chose ? Est-ce l'irruption progressive du Printemps arabe que l'on voit croître sur les petits écrans depuis la Tunisie puis dans les rues du Caire ? Est-ce la beauté des chants, l'assassinat des femmes, qui rendent cette fois-ci l'arrogance des puissants insupportable ? Sa quête accompagne la volonté de justice de la population du Caire qui monte à l'assaut du régime, de la corruption. Il en mesure les limites, annonciatrices de la contre-révolution du maréchal Sissi. Reste que

le cinéma égyptien, comme celui de tous les pays qui ont vu leur population se soulever, connaît depuis une sacrée vitalité.

Jean-Marc Bourquin



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

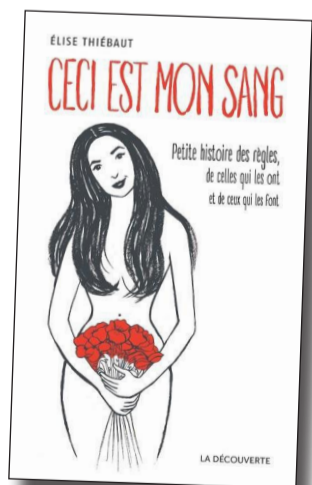
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Essai

Ceci est mon sang. Petite histoire des règles, de celles qui les ont et des ceux qui les font, Élise Thiébaud

La Découverte, 2017, 16 euros

Élise Thiébaud s'attaque, sur un ton très drôle, à un sujet tabou rarement traité, les règles, que subissent chaque mois 50% de l'humanité. Dans ce livre qui contient une multitude d'informations rigoureuses, on y apprend beaucoup, comme par exemple que les symptômes de l'endométriose sont observés depuis l'Égypte ancienne ou encore que les règles, avant d'être un tabou, ont été un signe de force que les hommes ont cherché à reproduire. Mais ce livre incontournable fait surtout réfléchir à la place du corps féminin dans les représentations sociales. Ainsi, il montre que les « ragnagnas », les « ourses » et autres « débarquement des Anglais » sont un phénomène on ne peut plus naturel que les sociétés patriarcales ont tout fait pour rendre « honteux », donc invisible. Élise Thiébaud parle même d'« inégalité menstruelle », « parce que les règles font l'objet d'un tabou, les femmes subissent une forme d'oppression qu'aucun homme ne connaîtra jamais ». En effet, les règles ont été décrites



comme « nocives » par Hippocrate, « malfaisantes » par Pline l'Ancien qui, selon lui, rendaient stériles toutes les terres, tuaient les abeilles et même faisaient fondre le bitume. Plus récemment, selon l'ethnologue Alain Testart, elles seraient à l'origine de la division du travail. Ainsi, « l'interdiction symbolique de mélanger les sangs (sang des règles et sang jaillissant) » aurait permis aux hommes de s'attribuer l'extérieur,

le pouvoir (l'épée) et le travail sur les matières dures (pierre, bois), cantonnant les femmes à la réclusion (pendant leurs cycles) et aux métiers sur les matières tendres (filage, tissage). Une « stigmatisation » encore très prégnante aujourd'hui. L'une de ses manifestations est, par exemple, le désintérêt des pouvoirs publics pour le sujet, au détriment de la santé des femmes. Ainsi les protections périodiques assujetties jusqu'en 2015 à une TVA de produits de luxe (alors qu'une femme utilise « entre 12000 et 14000 tampons, serviettes et protège-slips en quarante ans de vie mensuelle ») ne répondent toujours à aucune norme sanitaire stricte, « contrairement au shampoing, crème hydratante et rouge à lèvres ». Pourtant, l'analyse de leur composition a révélé pour certaines des taux de pesticides et de dioxine inquiétants. Le temps est peut-être venu, affirme Élise Thiébaud, « de reprendre enfin le pouvoir sur nos vies et de réhabiliter enfin le sang menstruel en créant nos propres règles ». Nous ne pouvons qu'être d'accord avec elle.

Joséphine Simphon

Bande dessinée

Un autre regard, Emma

Massot éditions, 2017, 16 euros

« Eeeeet ça y est Un autre regard est sorti ! Disponible en ligne et dans toutes les librairies :) Vous y trouverez 7 de mes BD : La Merveilleuse Histoire de Mohamed, La violence des opprimé-e-s, Check ta chatte, Un banlieusard parmi d'autres, Le Regard masculin, L'Histoire de ma copine C, Les Vacances, et des petits crochards inédits... »

C'est ainsi qu'Emma annonçait la sortie de sa première BD sur sa page Facebook... Emma est une blogueuse, « dessinatrice féministe et révolutionnaire » ainsi qu'elle se définit elle-même. Un autre regard qui mérite d'être vu et lu. Emma partage des bandes dessinées sur les réseaux sociaux. Dans la présentation de ce premier livre, elle nous apprend qu'elle s'éveille politiquement à 30 ans, il y a 5 ans, et décide alors de partager sa propre prise de conscience par le dessin afin de partager « une autre façon de voir le monde pour aboutir, collectivement, à une autre façon de le faire tourner. » Une belle façon de militer que de partager ainsi le plaisir de comprendre, de prendre conscience, de poser un autre regard sur les choses de notre monde. Comme le récit, ses dessins sont simples, directs, expliquent et touchent, expriment une grande liberté.



La Merveilleuse Histoire de Mohamed retrace le parcours d'un Égyptien blessé lors de l'assaut de Saint-Denis, le 18 novembre 2015, quand la police a en pleine nuit détruit l'immeuble, rue Corbillon, où il logeait avec un ami... Dans *Un banlieusard parmi d'autres*, elle raconte l'histoire d'Adama Traoré, mort dans la gendarmerie de Persan, à la suite d'une interpellation. Dans une autre histoire, elle décrit sans concession « *Le Regard masculin* », puis partage une de ses « meilleures découvertes anatomiques : le clitoris ! » dans *Check ta chatte*. Elle traite de l'épisiotomie pendant l'accouchement dans *L'Histoire de ma copine C.*, et raconte sa propre expérience pour répondre à ceux qui croient qu'un congé maternité ressemble à des vacances...

À la veille de la sortie de son livre, la dessinatrice a publié une série de dessins, sous le titre *Fallait demander à propos du partage des tâches ménagères*, au sujet de la « charge mentale » qui pèse sur les femmes, obligées de tout prévoir. Pour le moins bien observé et décrit sans moralisme, mais sans concession... Le crayon d'Emma ne s'interdit rien. Une BD à lire et un site à consulter : <https://emmaclit.com>

Yvan Lemaître

Télévision

El Marginal

Série argentine de Sebastián Ortega. Avec Martina Gusman, Juan Minujin et Claudio Rissi

De nombreux films et séries télévisées ont été consacrés à l'univers carcéral, dont la série nord-américaine *Oz* est une des plus connues. Mais les réalisateurs de *El Marginal*, série argentine, ne se sont pas contentés de reprendre les clichés traditionnels sur ce monde clos et violent. On sent dès le départ qu'ils ont enquêté sérieusement et sont parvenus à une



bonne connaissance du fonctionnement du système pénitentiaire et des mentalités des divers protagonistes, détenus, gardiens, direction, travailleurs sociaux. Au travers de la description d'une prison perdue au fond de la Patagonie, c'est presque tout un aspect de la société argentine qu'ils nous font découvrir, avec un directeur et un gardien chef nostalgiques des méthodes expéditives de la dictature, quand on pouvait faire disparaître sans problème des détenus récalcitrants, ainsi qu'un parrain qui traite d'égal à égal avec le directeur et règne sur une plèbe de détenus misérables.

On assiste à une véritable lutte de classes entre les détenus privilégiés installés dans des bâtiments relativement confortables, avec écrans plats, jeux vidéo, alcool, armes... et ceux qui vivent dans un sordide bidonville construit dans la cour. Et, entre les deux, les gardiens qui constituent un gang supplémentaire avide de prébendes. Au cours d'une scène allégorique, nous voyons comment le patriotisme, exacerbé à l'occasion d'un match Argentine-Bราซิล, est instrumentalisé pour masquer le gouffre qui sépare ces mondes. Tous hurlent à pleins poumons l'hymne national, du directeur au plus misérable des prisonniers, alors qu'un massacre se prépare...

El Marginal n'est pas seulement un formidable tableau sociologique, c'est aussi un thriller qui nous tient constamment en haleine. Le mélange de violence, de réalisme, de tendresse et d'humour, est parfaitement réussi. Certaines séquences évoquent les meilleures comédies italiennes de la grande époque, en particulier les dialogues entre le parrain et le directeur de la prison, interprétés par des comédiens formidables. *El Marginal* est diffusé en ce moment sur Canal plus et devrait être disponible en DVD d'ici à quelques mois.

Gérard Delteil

MAROC « Il est tout à fait normal que le peuple du Rif se lève pour exiger des solutions ici et maintenant »

Entretien. Depuis plusieurs mois, les habitantEs du Rif, au nord du Maroc, se mobilisent pour davantage de dignité et de justice sociale. Ils font face à une répression féroce du régime. Nous avons rencontré **Abou Ali Bel Mezzian**, ancien prisonnier politique, membre de la direction de la Voie démocratique, militant à Hoceima.

Peut-on parler, au Maroc, d'une combinaison entre une crise sociale et une crise politique ?

Le régime politique a épuisé l'héritage de sa légitimité : celui d'un nouveau règne associé à des temps nouveaux et à un « roi des pauvres ». Aujourd'hui la grande majorité réalise la tromperie d'autant plus qu'on sait que le roi a amassé des fortunes et il est donc tout à fait normal que le peuple se lève pour exiger des solutions ici et maintenant. D'un autre côté, le pays traverse ce qu'on pourrait appeler la « crise des transitions » : celle de la construction d'un régime démocratique, celle des générations, celle des décanations entre les secteurs sociaux en lutte, au sein des partis, des organisations syndicales et même au sein des familles. Et dans ce genre de situation, la pratique de la politique ou la capacité de donner du sens à l'action ne devient plus un monopole des partis politiques mais peut être portée par des groupes, des associations, des individus qui peuvent acquérir une grande capacité de mobilisation des gens, dans des contextes de ras-le-bol profond. L'émergence de jeunes dans le théâtre des événements témoigne de cette crise des transitions. Reste que le *makhzen* [NDLR : terme péjoratif désignant le pouvoir au Maroc] a la possibilité de contourner les revendications de la jeunesse pour rafistoler les problèmes et différer les crises, ce qui renvoie à la nécessité d'une force révolutionnaire organisée. C'est ce maillon qui est absent aujourd'hui.

Peux-tu revenir sur les causes profondes de la rébellion rifaine ?

Le 28 octobre 2016, Mouhcine Fikri, un vendeur de poisson, s'est fait broyer dans une benne à ordures en cherchant à récupérer sa marchandise confisquée. Au cours de la nuit les citoyens se sont rassemblés. Un jeune parmi eux, Nasser Zafzafi, a pris la parole pour insister sur le jugement des responsables et sur la nécessité de poursuivre un sit-in jusqu'à la venue du « préfet » et du procureur général. Ces derniers ont affirmé que la justice serait saisie et qu'il fallait lever le rassemblement, ce à quoi les manifestants ont répondu qu'ils ne croyaient pas aux promesses. Les manifestations ont commencé à devenir quotidiennes avec un nombre de plus en plus important de participants, les autorités se faisant discrètes dans un contexte de blocage gouvernemental. Cette situation a duré jusqu'à la cérémonie du 40^e jour du décès avec la participation de délégations du Rif et du Maroc.

Les autorités n'ont pas su apprécier la situation : les mobilisations se déroulaient dans un environnement social, politique, historique marqué par le poids des blessures du passé qu'ils pensaient guéries. Ils ont été surpris par la profondeur du rejet du *makhzen* qui s'est



Dimanche 9 juillet, les plages lieu de contestation pour les habitants d'Al-Hoceima et de ses environs... DR

largement exprimé lorsque le mouvement a commencé à dépasser les revendications sociales. Ils ont essayé de corriger le tir mais ils ont été submergés par le flot montant de la contestation qui a révélé que les comptes de la monarchie étaient loin d'être soldés dans cette région. Et les voilà en train de vaciller et d'espérer une sortie de la crise par le biais de pourparlers avec les détenus, utilisés comme des otages pour éteindre le feu. L'État et ses lobbys corrompus ont envisagé avec horreur la possibilité d'une transformation du *Hirak* rifain [NDLR : nom donné à la mouvance contestataire du Rif] en *Hirak* global dans tout le pays, en particulier dans le Maroc profond. Ils cherchent à endiguer et éteindre le foyer révolutionnaire. Ils n'avaient pas envisagé que la situation leur échappe totalement, sans autre solution qu'une gestion sécuritaire et l'imposition d'un état de siège.

Comment le Hirak a-t-il élaboré sa plateforme revendicative ? Comment le mouvement s'est-il organisé ?

Les revendications traduisant les préoccupations de la jeunesse ont été auparavant portées par les associations de défense des droits et les organisations de gauche, mais l'élan populaire leur a donné une large crédibilité. Elles ont été mises en avant après la cérémonie du 40^e jour du décès du martyr pour donner une nouvelle dynamique à la lutte, d'autant que rien n'avait avancé. Les autorités ont réactivé en urgence des projets de développement afin de neutraliser la dimension sociale de la contestation pour couper l'herbe sous le pied des animateurs du mouvement et préparer le terrain à la propagande selon laquelle ces derniers auraient des objectifs inavoués (séparatistes, financés par l'étranger, etc.).

Peux-tu nous parler de la répression ? Comment le Hirak y fait-il face, ainsi qu'aux manœuvres du pouvoir ?

Les sept premiers mois, la répression ne visait pas à en finir avec le *Hirak* par la force, le pouvoir estimant qu'il était possible de mettre le couvercle sur la marmite et de maîtriser ces jeunes « inexperimentés » qui se sont isolés

eux-mêmes des organisations progressistes qui avaient contribué à la construction du mouvement. Reste que certains courants dits « pro-républicains » ont cherché, sans doute avec l'appui des services du pouvoir, à isoler le mouvement de la gauche afin de donner un fondement à la thèse de « l'influence séparatiste ». Reste que le 18 mai a été une manifestation de masse pour l'unité et que Nasser Zefzafi, a proclamé le rejet de toute forme de séparatisme et la disposition à un dialogue avec des parties désignées par le roi. Dans le même temps, la manifestation n'arborait aucun drapeau officiel, ni photo du roi, provoquant une colère des cercles du palais qui s'attendait à ce que s'exprime un début de conciliation. La deuxième étape a commencé avec les tentatives d'arrestation de Nasser Zefzafi en raison de son interruption du sermon d'un imam qui critiquait ouvertement le *Hirak* et ses animateurs. Cela a été le prétexte pour mener une large vague d'arrestations affaiblissant l'élan

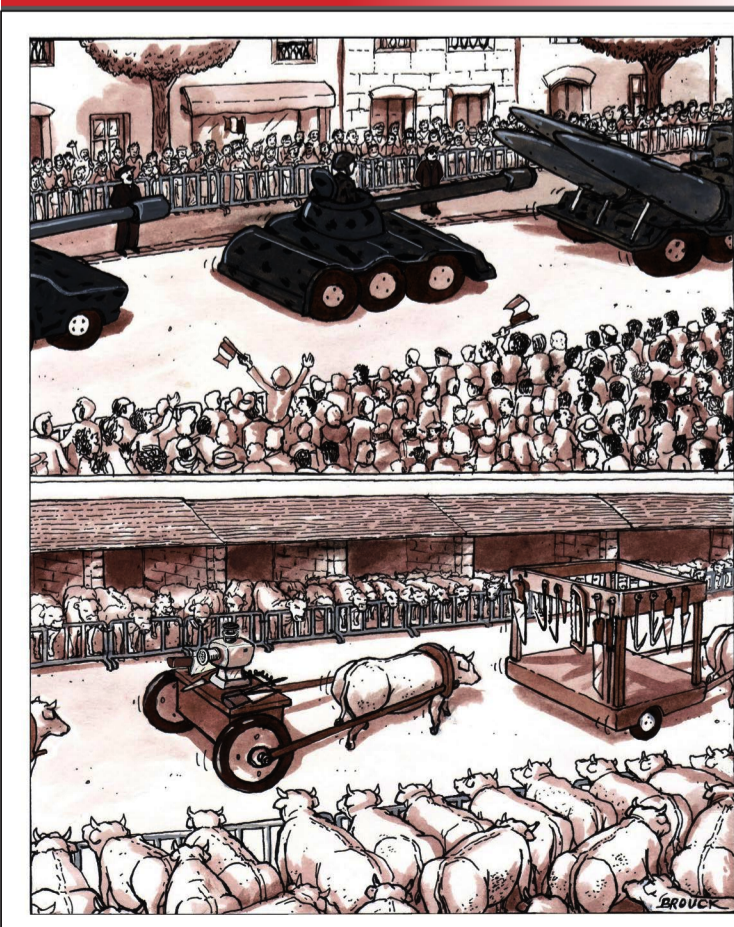
populaire. Le pouvoir cherche à donner un coup d'arrêt à la lutte avant la fête du trône (30 juillet). Celle-ci pourrait être le moment de déclarations solennelles sur un ensemble de mesures, dont la libération des détenus si les pourparlers en prison aboutissent à leur capitulation politique.

Le Hirak semble revendiquer une indépendance par rapport aux partis politiques. Vous avez impulsé un front des organisations de gauche, à Hoceima. Quels sont ses objectifs et comment intervient-il dans la mobilisation ?

Ce front est constitué des courants de la gauche radicale, des associations de droits humains, de syndicats ouvriers, d'associations féministes progressistes, pour la défense des deniers publics, etc. Nous essayons de faire le nécessaire pour éviter une défaite politique. Notre front réfléchit à toutes les initiatives de masse qui peuvent contrer la stratégie du pouvoir. Nous avons toujours été du côté du mouvement sans chercher à prendre sa direction. Nous serons au côté de ceux qui exigeront la condamnation de ceux qui ont délivré des accusations gratuites contre le Rif et l'ont utilisé comme un rat de laboratoire pour expérimenter les stratégies répressives. Tout comme nous exigerons le départ de ceux qui ont contribué à la cristallisation de cette crise et qui sont des paravents du *makhzen* au niveau de la région : le PAM [Parti Authenticité et Modernité] et le PJD [Parti de la justice et du développement].

Propos recueillis par Chawqi Lotfi

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LEÇON D'ÉTHIQUE.

Des bacheliers fraîchement diplômés viennent de donner une leçon d'éthique à leur président de région, Laurent Wauquiez (LR). La région Auvergne - Rhône-Alpes accorde une « bourse au mérite » d'un montant de 500 euros aux bacheliers ayant obtenu la mention très bien, sans condition de revenu. Dans une lettre ouverte publiée notamment sur Rue89 Lyon, une dizaine d'élèves du lycée Antoine-de-Saint-Exupéry à Lyon ont « décidé d'agir pour une région plus juste ». « Nous refusons d'utiliser cette prime pour un usage personnel, d'autant que cette distribution de fonds publics se fait en parallèle d'un désengagement massif de la région du secteur associatif, qui se traduit par un recul des services publics d'intérêt général », écrivent-ils. « Nous avons ainsi décidé de reverser les 500 euros que vous nous accordez à une association d'intérêt général. »

Dans leur lettre, les lycéens soulignent que cette prime est « injuste » dans la mesure où celle-ci est accordée « à des élèves sans doute favorisés dès le départ ». 6 000 lycéens pourraient être concernés par cette bourse, dont le coût est évalué à environ trois millions d'euros pour la région. Les bacheliers altruistes rappellent que de nombreuses associations à but non lucratif ont vu leurs subventions fortement baisser depuis l'élection de Laurent Wauquiez à la présidence de leur région. Si les structures de promotion de l'agriculture biologique et paysanne sont particulièrement visées par ces baisses, c'est aussi le cas dans le domaine de la solidarité internationale, de la culture, de l'éducation à l'environnement, des droits des femmes... Les auteurs de la lettre ont décidé de faire don de leur bourse au mérite au Réseau Rhône-Ain-Saône, qui rassemble les MJC de l'Ain, du Rhône et de la métropole de Lyon. Et appellent l'ensemble des nouveaux bacheliers d'Auvergne - Rhône-Alpes ayant reçu la mention « très bien » à se joindre à leur appel « en reversant eux aussi cette "bourse" illégitime à une des nombreuses associations actuellement mises en danger par la politique régionale ».

« Des bacheliers reversent leur "bourse au mérite" accordée par Wauquiez à des associations », Sophie Chapelle, *Bastamag*, 5 juillet 2017

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
14 € par trimestre	25 € par trimestre	10 € par trimestre	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org